

LES ELECTIONS EN RUSSIE ET LA GRANDE AVANCEE DU PARTI COMMUNISTE

Le résultat des élections du 17 décembre en Russie, est une pilule très amère pour le capitalisme mondial. Le Parti Communiste (Ziouganov) y obtient plus de 22% des voix sur tout le territoire et, dans certaines régions et villes, il emporte la majorité. Ces résultats électoraux reflètent une critique politique et sociale beaucoup plus profonde de la part des masses envers le gouvernement de Eltsine et toute la clique de la bureaucratie reconvertie au capitalisme par mafia interposée. Les différents partis représentant ces secteurs pro-capitalistes ont obtenu un pourcentage de voix très faible, même en les réunissant tous, ils n'arrivent pas au score des communistes.

Tous les moyens de la télévision, de la presse, des consultants occidentaux, des cadeaux électoraux ont pourtant été utilisés pour conditionner les gens. On présente la base électorale du Parti Communiste comme un secteur vieux de la population, nostalgique de la sécurité d'existence du temps de l'Etat ouvrier. Mais cela exprime justement que la classe ouvrière, les masses qui ont le plus longtemps vécu avec l'Etat ouvrier soviétique, rejettent la situation de crise actuelle, comparent l'installation capitaliste sauvage et criminelle avec la situation dans l'Union Soviétique et ont voté pour revenir à l'Union Soviétique. Dans les régions de plus grande concentration ouvrière, c'est la majorité de la population qui s'est prononcée de cette façon. D'autre part, plu-

sieurs autres partis se revendiquant des principes communistes et de l'Union Soviétique se sont présentés et ont gagné beaucoup de voix, ainsi que le Parti Agrarien, et le Parti représentant le secteur de la bureaucratie lié à la défense de l'Etat ouvrier, comme ceux dirigeant les grands complexes industriels, l'énergie, les ressources minérales, et aussi des secteurs importants de l'armée. Même dans le parti de Jirinowski, toute la base de ce mouvement n'est pas "ultra-nationaliste", il y a de nombreux militaires qui veulent le maintien de l'Armée Rouge et de l'Union Soviétique.

La situation est telle que la Douma, à la suite de ces élections, vient de se donner un président communiste. Un front des différents mouvements de gauche est donc majoritaire, même dans le parlement. Il l'est d'autant plus dans la vie et les luttes sociales et pourra peser avec une grande force dans les élections présidentielles de juin pour mettre Eltsine et son clan complètement en échec. Il est certain que même avec une majorité au parlement, les partis de gauche ne disposent pas d'un grand pouvoir, puisque la nouvelle Constitution de Eltsine a donné des pouvoirs énormes au Président. Mais maintenant, ce poste lui-même n'est pas garanti.

C'est bien cela que le capitalisme mondial voit avec beaucoup de préoccupation. Le soutien de Clinton au gouvernement de Eltsine se maintient, parce qu'il ne trouve pas d'autre point d'appui pour continuer les réformes pro-capitalistes, et placer la Russie au sein des alliances internationales de l'impérialisme. Mais il exprime une crise et une faiblesse très grandes. Le capitalisme mondial voit qu'il lui est difficile de démanteler l'Union Soviétique comme il l'a fait avec la Yougoslavie. D'autre part, il n'est pas capable de réaliser des investissements massifs en Russie, comme il l'a fait avec le Plan Marshall en Europe après la Guerre Mondiale, car cela doit s'accompagner aussi de pactes sociaux pour stabiliser une tranquillité des travailleurs. Toutes les concessions que la bourgeoisie a fait en Europe après la Guerre avec les pactes de Sécurité Sociale, elle est en train de vouloir les reprendre partout, et donc elle n'a pas la capacité historique de les développer dans l'ex-Union Soviétique.

Le terme "ex" Union Soviétique est tout provisoire. C'est très important que le programme des différents partis communistes, dont celui de Ziouganov, se propose la reconstruction de l'Union Soviétique. Au cours même de sa campagne électorale, le PC proposait un nouveau référendum populaire pour la reconstitution de l'URSS. Il rappelait que le dernier vote de la population de l'Union Soviétique se prononçait à une énorme majorité pour le maintien de l'URSS en 1991. L'autre point très important du programme consiste à revendiquer l'arrêt des privatisations, le jugement de tous les mafieux de l'économie, la réétatisation des secteurs fondamentaux de l'économie. Eltsine, qui a été aidé dans son coup de force par l'impérialisme mondial et américain en particulier, avait pour tâche primordiale de démanteler l'Union Soviétique, en même temps que de privatiser l'économie. Il est en train d'échouer sur les deux plans. Le troisième point important du programme des communistes est: "tout le pouvoir aux soviets", ce qui signifie une volonté de ne pas reproduire l'organisation bureaucratique du pouvoir, mais de développer la démocratie socialiste. Ce sont trois points programmatiques fondamentaux pour l'obtention desquels le mouvement communiste russe ne peut pas mener une simple politique d'appareil, de bureaucratie.

Une partie des dirigeants du mouvement proviennent de l'ancien appa-

Suite page 4

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

35^{ème} ANNEE - Février 1996 - N° 402 - 20 francs

Périodique bimestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet C: 62, rue des cultivateurs
1040 Bruxelles

n° de compte: 000-0976234-26

La défense de la Sécurité Sociale et le droit à un emploi exigent la lutte contre le capitalisme

EDITORIAL

Le Plan Pluriannuel pour l'Emploi du gouvernement De Haene et ses projets de réforme de la Sécurité Sociale semblent vouloir répondre aux problèmes de la population, tout en proposant des mesures qui rencontrent les intérêts du capitalisme. Les dirigeants socialistes et beaucoup de dirigeants syndicaux cherchent comment amortir les coups portés par le capitalisme et comment les répartir un peu plus équitablement. C'est pourquoi on veut entraîner le mouvement ouvrier dans la discussion du "moindre mal" et des conclusions fatalistes, au lieu de partir du point de vue qu'il faut du travail pour tous et qu'il faut une sécurité sociale plus importante pour toute la population.

Le Plan Pluriannuel pour l'Emploi prévoit quelques aménagements des conditions de chômage, quelques avantages au patronat qui engage un chômeur très jeune ou très âgé, quelques dispositions pour la redistribution du temps de travail (temps partiel, pause-carrière). Mais aucune création réelle d'emploi, aucun plan pour développer des emplois qui répondent aux besoins de la population. Il ne contient aucune mesure contraignante pour le patronat (sauf celle de déposer un bilan social), ni la moindre référence à une réduction du temps de travail.

Pendant ce temps, de nombreuses entreprises capitalistes du Nord au

La grève des Services Publics en France

voir page 4

Les travailleurs ne sont pas responsables de la dette publique

voir page 2

Sud du pays annoncent ou réalisent des restructurations, licencient les gens par milliers, ferment tranquillement leurs portes. Les subventions accordées par la Communauté Européenne à des régions telles que le Hainaut ne suffisent pas à les retenir. Il est clair qu'on ne peut défendre vraiment le droit au travail qu'en affrontant le pouvoir du capitalisme: interdire tout licenciement, toute fermeture, imposer un contrôle des travailleurs sur l'emploi, obliger le patronat à embaucher. Il faut remettre à l'ordre du jour, de façon urgente, la semaine de 32 heures sans pertes de salaires et avec embauche compensatoire au lieu de s'embourber dans des négociations sans issue avec le gouvernement et le patronat.

Mais il est certain aussi, d'autre part, que le gouvernement De Haene ne lancera plus un second Plan Global, ni pour l'emploi ni pour la Sécurité Sociale, après l'expérience de la grande grève des services publics en France!

Cette grève a eu un effet de stimulant très important pour tous les travailleurs en Belgique et dans le reste de l'Europe. Les gens se sont dit: "il faut faire comme en France", mais aussi: "il faudrait faire AVEC la France et en même temps qu'elle". Et ce ne sont pas seulement les travailleurs des services publics qui font cette réflexion, mais aussi ceux des secteurs privés. C'est pour cette raison que le gouvernement De Haene ajourne le "grand" débat sur la Sécurité sociale, il veut éviter une confrontation générale et transformer petit à petit la grande réforme de la Sécurité sociale en mesures de grignotage des acquis des masses ou bien il

suite page 2

Le triomphe de Mitterrand et la fonction du prolétariat

J. POSADAS
12 Mai 1981

voir page 3

Les travailleurs ne sont pas responsables de la dette publique

La dette c'est d'abord l'emprunt. La dette c'est négatif, l'emprunt c'est positif. Mais ce n'est pas l'histoire de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine. L'emprunt est la possibilité de concentrer le capital pour réaliser de grands investissements, tels qu'une centrale électrique, une autoroute, un réseau téléphonique, un port, mais aussi du matériel militaire tels des hélicoptères, des avions, des chars. L'emprunt peut servir à rembourser l'intérêt ou le capital d'un autre emprunt. L'emprunt devient dette quand le débiteur doit rembourser les intérêts ou l'emprunt.

Une partie des emprunts est gaspillée aux profits des entrepreneurs qui arrosent de prébendes les commanditaires ou leurs partis. Les entrepreneurs se permettent d'exécuter des travaux souvent de mauvaise qualité, les poteaux d'éclairage en ciment des autoroutes se sont presque tous effondrés. Les rapports de la cour des comptes sont explicites.

L'argent vient des banques, mais une grande partie de l'argent des banques vient de l'épargnant. La banque permet la concentration de l'argent et elle prend sa commission pour frais de gestion (largement supérieure aux frais réels) sur les placements de l'épargnant. La banque n'est qu'intermédiaire et ne porte aucune responsabilité sur les placements en SICAV ou emprunt d'Etat.

L'emprunt peut se réaliser en monnaie nationale ou en monnaie étrangère. Dans le premier cas, la charge ou le remboursement se fait dans la monnaie nationale. Ainsi en cas d'inflation ou de dévaluation, la dette diminue; dans le deuxième cas la charge ou le remboursement se fait en devises. En cas d'inflation ou de dévaluation, les devises coûtent cher, donc la dette augmente.

L'emprunt d'Etat permet d'activer l'économie du pays par les commandes d'Etat, par exemple il investit dans l'habitation, ce qui permet d'engager des travailleurs, de leur donner un salaire qui à son tour sera en partie injectée dans le circuit économique et une partie en épargne. En principe cet investissement doit augmenter le PNB. L'activité économique produit de la richesse dont une partie revient à l'Etat sous diverses formes: l'impôt sur les revenus, la TVA, les redevances, les accises etc..., permettant de rembourser l'emprunt.

Ce mode de régulation de l'économie qui consiste à injecter des commandes publiques au moment du ralentissement de l'économie a marché pendant des décennies. Mais deux facteurs viennent gripper la machine économique: primo: la technologie du travail demande moins de main d'oeuvre en produisant énormément de fois plus, là où le bâtiment employait cent ouvriers aujourd'hui vin-

gt ouvriers suffissent, donc moins de salaire, moins d'argent injecté sur le marché, moins de recette pour l'Etat, Secondo: l'Etat n'a plus le droit de privilégier, selon le traité de Rome (application tardive), l'économie nationale. Une autoroute doit être construite par l'entrepreneur le moins cher, et dès lors une entreprise hollandaise par exemple peut emporter le marché, entreprise qui viendra avec du personnel hollandais, avec des matériaux hollandais cassant l'effet de l'injection des fonds d'Etat dans l'économie nationale; pire: l'Etat devra payer en florins par l'effet du change, l'Etat pourra toujours espérer que l'autoroute donnera un effet économique suffisant sur la région pour rembourser l'emprunt.

La politique de l'emprunt ne produit plus d'effet, les emprunts actuels servent à rembourser les emprunts précédents. L'augmentation de l'impôt et des taxes pour compenser la diminution des recettes fiscales accélère la crise en diminuant la demande et ainsi chaque année la recette fiscale diminue et oblige de nouvelle augmentation fiscale.

La réduction de la dette allégerait les dépenses de l'Etat. La dette se réduit de 2% par an, il faudrait entre quinze et trente ans d'austérité pour arriver à 80% du PIB (produit intérieur brut), si la crise économique s'arrête au stade actuel. Il faut conclure à l'impossibilité de liquider la dette.

Comme le grand capital menace de retirer ces investissements en cas de taxations, le gouvernement se voit réduit à restreindre ses obligations en supprimant une série de services à la population par la réduction du personnel, réduction d'aide aux personnes en difficultés, réduction ou suppression des allocations de chômage, réduction des pensions, etc.; d'autre part, augmentation de la charge fiscale sur la population sans toucher le grand capital.

La baisse des revenus, l'exclusion provoquent l'essoufflement de la consommation, obligent le marché à baisser les prix entraînant une baisse du profit moyen. Les banques et les entrepreneurs réduisent les salaires directs et indirects (sécurité sociale) de manière à compenser l'amaigrissement de leur bénéfice. Cela entraîne une déflation, un nouveau ralentissement de la consommation et une nouvelle diminution de la recette fiscale.

La spirale de la diminution du marché, de la réduction du pouvoir d'achat, de l'augmentation de la fiscalité donne une perspective sombre. Les riches diminuent en nombre tout en devenant de plus en plus riches, comme corollaire, les travailleurs, les exclus s'appauvrissent régulièrement.

Un enfant naît avec plus d'un million de francs de dette, il est asservi

à devoir rembourser une dette éternelle comme dans l'antiquité, dans la féodalité.

La vie n'est pas régie par les lois économiques, mais par la volonté des hommes. Dans le système capitaliste il y a grosso modo ceux qui n'ont que le droit de vendre leur force de travail (physique et intellectuel) pour vivre, de l'autre les acheteurs veulent tous les droits pour devenir de plus en plus riches, c'est une contradiction fondamentale et génératrice de conflits, de violences. Pour le capitalisme, les travailleurs sont la source de richesse, il ne peut pas s'en passer. Par contre, les travailleurs ont la capacité politique d'organiser une société sans exploités. Les grèves d'hier et d'aujourd'hui sont l'expression de cette contradiction même si ces grèves n'ont pas exprimé le projet d'une société socialiste, la nécessité y est implicite malgré la perte de confiance due au recul des Etats ouvriers. Cela ne signifie nullement la négation du socialisme mais la nécessité d'une société socialiste non bureaucratique, où la démocratie règne en maître.

Les banques et entreprises recherchent uniquement le profit maximum et la récupération rapide de leurs capitaux. Grâce aux centres de coordination, l'union permet aux banques et aux entreprises de pouvoir éviter l'impôt.

La société capitaliste a comme projet économique pour la société, le désert, les usines fermées, les bâti-

ments abandonnés, le chômage, pousser les gens à mendier pour subsister, réduire l'espérance de vie, réduire l'enseignement aux travailleurs utiles; la sécurité sociale est une peau de chagrin, la guerre survient avec son cortège d'horreurs. Le capitalisme a suscité des révoltes, des guerres civiles dans les Etats socialistes, a endetté ces pays pour mieux les asservir avec l'instrument du FMI, qui a plongé des dizaines de millions de gens dans le dénuement le plus total pour la gloire de capital international concentré sur l'Allemagne pour dominer l'Europe de l'Est et la Yougoslavie. Le capitalisme asservit l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie par la dette, et leurs populations vivent dans une misère incommensurable.

L'emprunt devait être libérateur de la misère, il plonge le monde entier dedans. La solution serait d'abolir la dette.

Le capitalisme est contre l'abolition. De toute façon l'Etat bourgeois ouvrira les créances et l'argent sera pris aux travailleurs. De même l'abolition de la dette du tiers-monde c'est déjà les travailleurs des pays créditeurs qui payent (Le Ducroire, la suppression de prêts d'Etat à Etat).

De plus il serait anormal que les petits épargnants soient spoliés, l'épargne est une sécurité pour les moments difficiles.

Comme il semble impossible de rembourser la dette, que les travailleurs ne veulent pas de l'austérité qu'ils subissent depuis des années, que les travailleurs de l'UE vivent sous l'austérité pour d'autres raisons, que seul le grand capital s'enrichit, cela va entraîner des révoltes généralisées, suivies par l'abolition du capitalisme.

La défense de la Sécurité Sociale et le droit à un emploi exigent la lutte contre le capitalisme... suite de la page 1

agit comme un épouvantail les tendances à la communautarisation.

Pour répondre aux besoins de la population, la Sécurité Sociale a besoin d'être améliorée, étendue. Mais derrière les termes de réforme ou de modernisation, le capitalisme entend tout simplement qu'il n'est plus en mesure de payer ce prix pour maintenir une relative paix sociale. La Sécu n'est pas en crise, ni en déficit. La crise vient du fait que l'Etat sous la dictée du patronat, veut y réduire sa contribution. Le discours sur la compétitivité, sur l'excès d'impôts payés par les patrons à l'Etat ou à la Sécu, est exactement le même dans tous les pays d'Europe. Les travailleurs de Belgique ne vivent pas dans un paradis social comparé à ceux de France ou d'Allemagne et réciproquement.

C'est dans toute l'Europe que la bourgeoisie veut reprendre maintenant ce qu'elle a été contrainte de concéder à la classe ouvrière à la fin de la Guerre Mondiale pour empêcher l'extension de la révolution socialiste à toute l'Europe. Le capi-

talisme devait démontrer qu'il pouvait égaler l'Union Soviétique et c'est le prix qu'il a payé pour garder le pouvoir. Mais la Sécurité Sociale, c'est un petit principe socialiste dans une société capitaliste, c'est le principe "de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins". C'est donc une conquête sociale et démocratique fondamentale des travailleurs.

Les luttes sociales se multiplient d'un coin à l'autre de l'Europe. Cette situation provoque des divisions et des revirements dans nombre de gouvernements européens qui deviennent plus hésitants dans la marche forcée vers la Monnaie Unique, et l'intégration européenne. Ces luttes des travailleurs convergent toutes, elles ont les mêmes causes et les mêmes objectifs. Elles vont contre le capitalisme en posant des revendications que celui-ci ne peut concéder: défense de la Sécurité Sociale au niveau le plus élevé, défense des services publics, pour la semaine de 32 heures sans pertes de salaires partout en Europe.

Le triomphe de Mitterrand, qui n'est pas un triomphe personnel, indique la concentration du prolétariat, qui ne se laisse pas dominer ni impressionner par les erreurs de ses directions (socialiste ou communiste). Il a dit: "il faut appuyer Mitterrand" et il a entraîné le reste du pays à voter pour lui. Mitterrand a obtenu plus de voix que ce que les socialistes espéraient. Tout le prolétariat français, la petite-bourgeoisie pauvre et moyenne, a voté pour Mitterrand, ainsi qu'un secteur "pauvre" du capitalisme, celui qui n'a pas de capacité concurrentielle. En votant Mitterrand, il a l'espoir, non d'impulser le socialisme, mais de ne pas rester victime de quelques trusts (qui étaient, eux, représentés par l'ex-ministre Barre).

Ce ne sont pas des élections françaises, pour les Français. Ce sont des élections qui se tiennent en France et représentent les relations mondiales de forces, les intentions et la disposition de la classe ouvrière et des partis politiques pour éliminer le capitalisme. Mitterrand n'a pas l'intention de le faire complètement. Mais son Programme d'Union Populaire contient une série de mesures anti-capitalistes. Il y a huit mesures d'étatisations. C'est aussi très important qu'il ait soutenu: "nous luttons pour la paix". Il n'a pas cité une seule fois l'OTAN ni aucun autre organe militaire dans ses déclarations au moment d'apprendre les résultats électoraux.

Le résultat de ces élections en France est un événement historique favorable, à tout point de vue, au rassemblement des forces mondiales contre le capitalisme. La classe ouvrière a entraîné la France derrière elle. Même si la différence - 4% - n'est pas énorme, cela indique une situation favorable. Il faut tenir compte qu'en France, on vote à partir de 18 ans et que les ouvriers étrangers n'ont pas pu voter. Cela fait quelques millions de gens qui ne votent pas.

Dans la France capitaliste, malgré son grand développement culturel, il y a des jeunes qui travaillent dès 12 ans. Les capitalistes ne comptent pas le travail des enfants d'Algériens, de Marocains, de Tunisiens, d'Espagnols, d'Italiens et de Portugais, qui sont plus de deux millions et dont plus de la moitié prend une part active dans la production. Ils sont exclus du droit de vote, ils n'ont pas de droits constitutionnels parce qu'ils n'ont pas la nationalité française. Si on tient compte de toutes ces voix potentielles, on voit que le résultat électoral cache le résultat des relations sociales.

Toute la partie active de la France a voté pour Mitterrand. Cela va peser postérieurement sur Mitterrand pour qu'il accomplisse tout ce qu'il a promis ou ce que veulent les gens. Le vote pour Giscard est celui de la grande bourgeoisie, entraî-

LA MORT DE FRANCOIS MITTERRAND

Nous publions ci-dessous un texte de J. Posadas écrit au moment des élections de 1981 en France, qui ont assuré le triomphe de l'Union Populaire et de Mitterrand. C'est cet événement historique que nous croyons important de retenir, le seul dans lequel Mitterrand a rempli un rôle de progrès historique pour la gauche en France et en Europe. Ce texte a été rédigé le 12 mai 1981 et est extrait du livre "La France de Mai 68 au Gouvernement de Gauche".

Le triomphe de Mitterrand et la fonction du prolétariat

nant derrière elle des secteurs de la petite bourgeoisie aisée.

Les élections ont eu lieu en France, mais c'est le monde qui a voté en France. Ceux qui n'ont pas voté observent la France. Indépendamment des interprétations que donnent les dirigeants politiques de ces élections, celles-ci sont le produit d'une intervention de la classe ouvrière qui a poussé la France à voter pour Mitterrand.

C'est un très grand événement. Il va y avoir des crises avec Mitterrand. Mais la classe ouvrière va apprendre à intervenir. Les masses d'Europe et des Etats ouvriers vivent un jour de joie sociale historique. Elles voient dans le triomphe de Mitterrand une concentration du progrès, une phase du progrès de la lutte de classes en France, qui pour l'instant s'exprime à travers Mitterrand. Dans ce processus, toutes les masses du monde interviennent, entre autres les masses polonaises, qui ont donné l'assurance au prolétariat français de se concentrer afin de faire triompher Mitterrand. Les masses n'ont pas vu les limitations de ce programme ni le danger de sa non réalisation postérieure. Elles ont compris que le choix intelligent exigeait d'appuyer Mitterrand. Les masses sont en train d'apprendre la tactique par leurs propres expériences (car ce n'est pas le Parti Communiste qui donne ces orientations) et par les expériences du processus mondial(...)

Les élections en France expriment, de façon concentrée, la relation mondiale de forces favorable aux transformations sociales et à la lutte contre l'impérialisme. Ce rapport de forces ne va pas empêcher la guerre, mais il permet d'affaiblir l'impérialisme. L'élection de Mitterrand a été un référendum du prolétariat, de la petite-bourgeoisie et des couches libérales d'origine bourgeoise, qui voient la nécessité

d'appuyer la gauche. Le monde entier a orienté ce vote en France. Même si Mitterrand veut faire une politique pro-impérialiste et d'alliance atlantique, cela ne peut être la même chose qu'avec Giscard. Celui-ci avait une politique de concurrence avec les Etats-Unis, mais il était dans le régime capitaliste et, en sous-main, il acceptait une quantité de mesures favorables à l'impérialisme et à l'Otan.

Le triomphe de Mitterrand montre que toute l'Europe est mûre pour le socialisme. Les gens qui ont voté pour Mitterrand, l'ont fait pour voir progresser la France. Ce fut même le cas pour un petit secteur de la bourgeoisie qui voyait en Giscard d'Estaing un monarque au service de la haute finance.

Les secteurs de la grande industrie et de la haute finance sont furieux de ces élections. Les Anglais et les Américains attendent pour voir ce que fera Mitterrand. Ils croient que Mitterrand va suivre seulement quelques aspects du Programme socialiste et, pour le reste, qu'il sera fidèle et respectueux du capitalisme. Mais il faut voir que le programme Communiste contient des points qui ne sont en rien fidèles au capitalisme: il y a sept étatisations fondamentales. Toute politique que Mitterrand voudrait mener pour développer le pays doit compter sur les Etats ouvriers et doit, entre autres, continuer l'accord déjà réalisé par le gouvernement français avec l'Union Soviétique concernant la construction du gazoduc(...)

La crise du capitalisme est énorme. Une partie du triomphe de Mitterrand vient de la crise du capitalisme. Certains secteurs du capitalisme ont pesé sur l'attitude de Chirac. Ils voient qu'ils vont perdre, cela augmente leur discorde.

Mitterrand va au gouvernement avec, à son programme, l'extension

des postes de travail, l'amélioration des conditions de travail, les 35 heures, l'augmentation des salaires ainsi que l'étatisation d'une série d'entreprises fondamentales. Il a été élu sur ce programme et il devra en répondre.

Le prolétariat va être stimulé à développer une plus grande intervention. Les socialistes également. Nous avons critiqué les communistes français qui, tout en ayant raison du point de vue du programme, n'ont pas adopté la tactique et la politique nécessaires. Le Parti Socialiste est indispensable pour avancer dans la lutte anti-capitaliste. Il faut donc savoir quelle est la politique à suivre pour l'attirer. L'histoire ne se répète pas, mais il faut tirer la leçon des expériences comme celles des rapports entre communistes et socialistes en Allemagne, dans les années 20, quand les communistes intervenaient contre les socialistes à tout prix. Trotsky leur disait: "mais ne soyez pas idiots. Les socialistes mènent une mauvaise politique, mais ils ont 60% du prolétariat et déterminent les 60% de la vie du pays. Comment allez-vous mener une politique qui vous éloigne de cette base! Pour l'influencer, il faut s'adresser à cette base ainsi qu'à sa direction". Trotsky a critiqué les communistes pour avoir permis la montée d'Hitler. S'ils avaient fait un front unique avec les socialistes dans les élections de 1929, ils auraient eu la majorité des voix. Trotsky disait: "les socialistes sont des conciliateurs. Mais il faut participer à un front avec eux et, à partir de là, préparer une étape supérieure. Par contre, la politique d'affrontement contre les socialistes permet le développement des nazis".

En France aujourd'hui, il s'est passé en partie la même chose. Ce que faisaient les communistes était une folie. S'ils avaient mené, d'emblée, une autre politique vis-à-vis des socialistes, ils auraient créé un meilleur rapport de forces et stimuleraient Mitterrand à aller plus loin. Celui-ci pour ne pas rater ses ambitions présidentielles, allait leur faire des concessions. Il faut tenir compte que Mitterrand vient du camp bourgeois et même d'une politique impérialiste. Regardez le chemin qu'il a parcouru. Sa femme a joué un rôle important dans son évolution. Elle est la fille d'un vieux socialiste de gauche et a deux enfants qui militent au Parti Socialiste. Cela veut dire que Mitterrand n'est pas un pur carriériste. Il l'est en grande partie, mais pour réaliser son rêve présidentiel, il se base sur un programme d'améliorations et de progrès pour la France.

Le triomphe de Mitterrand ne vient pas de Mitterrand lui-même. Il exprime la concentration des masses dans le Parti Communiste et le Parti Socialiste pour impulser la France. C'est un événement qui brise le monopole du capitalisme et cela va influencer toute l'Europe.

La grève des Services publics en France

GREVE GENERALE POUR LE RETRAIT DU PLAN JUPPE
ET POUR IMPOSER UNE NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

La majorité de la population a conscience que ce mouvement social ne se base pas sur de simples revendications syndicales, mais qu'il touche des droits fondamentaux qui concernent tout le monde et qui sont au centre d'un problème national et international.

Tous les gouvernements des pays européens sont très préoccupés par la situation en France. Les problèmes qui ont déclenché cette vague de mobilisations ne sont pas spécifiquement français. Ils sont communs à toute l'Europe, à la crise du système capitaliste et remettent en cause tous les objectifs réactionnaires que la bourgeoisie et le grand capital veulent imposer par l'application du Traité de Maastricht. La situation en France a une influence très grande sur toutes les masses en Europe.

L'explosion sociale qui se développe et prend de l'ampleur dans toute la France, avec les débordements et les violences qu'elle peut engendrer, avec la ténacité qu'elle exprime, se nourrit en même temps de tous les problèmes auxquels la population est confrontée: le caractère inhumain des conditions de vie, le manque d'espoir et d'assurance dans l'avenir, le malaise des jeunes, la crise de confiance vis-à-vis de la classe politique.

Le gouvernement cherche à laisser pourrir la situation. En déclarant

qu'il n'y a pas de motifs à la grève, Juppé montre son incompréhension des tensions réelles qui existent dans le pays et une complète absence de volonté pour essayer de comprendre les causes profondes d'une telle mobilisation. Il a sous-estimé l'impact de ses mesures et la colère qu'elles ont suscitée.

Une extension des conflits, particulièrement au secteur privé, lui fait peur. Mais il ne veut pas reculer et essaie de mettre dos à dos les travailleurs et les étudiants, les usagers et les grévistes.

Le budget des universités a été révisé. Les étudiants en grève obtiennent de nouveaux crédits pour rénover les facultés qui tombent en décrépitude, agrandir les locaux trop étroits et créer 2000 nouveaux postes d'enseignants. Le gouvernement espérait ainsi que les étudiants allaient accepter ces concessions avec enthousiasme et arrêter leur mouvement. Mais ceux-ci ont décidé que ces mesures étaient insuffisantes. Ils reconduisent la grève et se déclarent solidaires des cheminots et des postiers en lutte, demandent l'égalité des chances pour tous les étudiants, français et étrangers, et le retrait pur et simple du plan Juppé.

Le RPR tente de former des "comités pour la liberté du travail", chargés de créer des contre-manifestations et de provoquer des troubles. Une

manifestation à Paris a rassemblé à peine 3000 personnes contre les grèves, ce fut un échec total.

Mais au sein de la majorité, l'attitude intransigeante du premier ministre crée de graves dissensions et des oppositions s'élèvent. Les rivalités politiques sont de nouveau mises à jour, certains parlent déjà de changement de gouvernement, de dissolution de l'Assemblée, de nouvelles élections.

Séguin prend la défense des fonctionnaires en affirmant qu'ils ne sont pas des nantis. Pasqua déclare qu'il faut changer de politique et que la monnaie unique devrait être reportée au 3e millénaire. Les leaders de la droite profitent de la situation pour rechercher de nouveaux espaces politiques et se placent sur les rangs dans l'éventualité de nouvelles élections. L'époque du chef d'orchestre et de ses ministres qui jouent la même partition est bien révolue.

Pour l'instant, les organisations syndicales contrôlent la situation. Mais la poursuite du conflit pose de nombreux problèmes aux directions, entre ceux qui préfèrent jouer la carte de la prudence et ceux qui veulent aller plus loin dans le mouvement social. Au sein de la CGT, les dissensions s'expriment sur l'appel à la grève générale, sur le retrait du plan Juppé ou sur la négociation.

A FO, la direction se décide pour le retrait du plan Juppé, mais certains secteurs posent que tout n'est pas à rejeter dans ce plan et émettent des inquiétudes quant à la généralisation des actions communes avec la CGT. La secrétaire générale de la CFDT quant à elle approuve une partie de ce plan, ce qui a déchaîné la colère de ses propres militants qui l'ont obligée à quitter très rapidement la manifestation.

Il est clair que les directions syndicales ne sont pas prêtes à affronter un développement de la situation qui les conduirait à assumer un rôle plus important de direction politique. L'incorporation du secteur privé au mouvement de grève générale, si ce mot d'ordre était clairement lancé, poserait des conditions tout autres dans le pays, d'où leur prudence à continuer des actions tout en essayant d'éviter une généralisation du conflit.

Pourtant, dans tous les secteurs, les grévistes salariés ou étudiants expriment des positions radicales qui dépassent le cadre des revendications syndicales et du corporatisme. La défense du service public, la lutte contre les privatisations, contre le chômage, pour la défense de la protection sociale et le maintien des régimes de retraite, l'arrêt des essais nucléaires, le retrait du plan conçu par Juppé, sont des revendications politiques.

Les organisations syndicales sont l'instrument qui permet de centraliser et de coordonner les actions, mais on ne peut résoudre tous ces problèmes à travers une intervention purement syndicale.

Si on veut que le mouvement s'étende, se généralise, qu'un changement de politique économique et sociale puisse effectivement être imposé par une situation de double pouvoir, il est nécessaire que l'ensemble des partis de gauche s'associent de façon active aux salariés en lutte. Pour le moment, ils regardent, se solidarisent, applaudissent, mais n'interviennent pas.

Dans le Parti Socialiste, la discussion est vive sur le retrait du plan

Juppé et la position que doit prendre le parti face au mouvement. Jospin déclare, par souci de préserver la stabilité des différents courants, qu'il ne veut pas se substituer aux syndicats, que le mouvement politique et syndical doit rester séparé. Il déclare aussi qu'il espère bien que la majorité se maintiendra au gouvernement jusqu'en 1998. Il ne veut surtout pas que de nouvelles élections aient lieu maintenant, bien qu'il se dise prêt pour faire face à une telle éventualité.

Dans son dernier Comité Central, réuni exclusivement pour discuter le développement de la situation sociale, le Parti Communiste pose, en même temps que son entier soutien au mouvement de grèves, la question des conditions politiques nécessaires pour le changement. C'est une position intéressante, mais apparemment il considère que ces conditions ne sont pas encore réunies aujourd'hui. Il doit en débattre avec la population, et plusieurs forums de discussions sont proposés pour les mois à venir.

C'est le problème de la direction politique du mouvement qui est ainsi posé. En Mai 68, les partis de gauche et les syndicats ont trahi les espérances et la volonté de changement des travailleurs et du mouvement étudiant en mettant fin au conflit par l'approbation de nouvelles élections.

Si aujourd'hui le gouvernement ne cède pas, il est clair que le mouvement social risque de s'étendre encore, les travailleurs montrant qu'ils sont déterminés à aller jusqu'au bout.

La droite est faible, incohérente et divisée. Il peut y avoir dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections dans lesquelles la gauche a toutes ses chances. Les 7 élections partielles qui viennent d'avoir lieu le démontrent, avec un taux d'abstention moins élevé, un fort recul de la majorité au profit du Parti Socialiste et une augmentation des voix du Parti Communiste. Quelle position vont prendre alors les partis de gauche dans cette situation?

Il est nécessaire d'ouvrir la discussion dès maintenant sur les moyens d'un changement de politique économique et sociale. La grève générale peut permettre d'imposer une autre politique et un programme de transformations de la société qui réponde aux besoins de la population. La relance de l'économie et de la consommation passe par la hausse des salaires, l'arrêt des licenciements, la création de nouveaux emplois.

Il faut restructurer les services publics et maintenir leur statut d'entreprises nationalisées pour qu'ils puissent réellement jouer leur rôle de services. Les déficits peuvent être comblés par la taxation des revenus financiers et du grand capital, par l'impôt sur les grandes fortunes.

Il faut arrêter les essais nucléaires et redistribuer le budget de l'Etat en fonction des secteurs les plus défavorisés: l'éducation, la santé, le logement, l'emploi.

La bourgeoisie et le système capitaliste ne peuvent offrir que des reculs, accroître les inégalités et les injustices, étendre la misère et la pauvreté. Pour répondre aux besoins de la majorité de la population, il est nécessaire de poser de nouvelles conditions politiques, d'imposer un programme de gauche pour transformer les relations économiques et sociales.

La détermination du mouvement de grèves et des mobilisations d'aujourd'hui montrent que les conditions existent en France pour un tel changement. 10 décembre 1995

(extrait de LUTTE COMMUNISTE, journal de la section française de la IVe Internationale Posadiste).

Les élections en Russie et la grande avancée du Parti Communiste

suite de la page 1

reil bureaucratique, mais les masses communistes interviennent pour impulser la conception et la réalisation de ce programme.

Ces élections en Russie font partie de tout un processus mondial de crise du capitalisme et d'opposition croissante des populations et principalement des travailleurs à en subir les conséquences. En Yougoslavie, un accord est signé à la hâte et il y a pratiquement un statu quo qui est confirmé par ces accords. Il est dû, en partie, au fait que la Russie, même avec la direction de Eltsine, ne pouvait se soumettre aux plans de l'impérialisme de destruction totale de la Yougoslavie et que Eltsine a dû répondre aux pressions de l'armée et de la population soviétique qui voient le danger de subir le même sort que la Yougoslavie. Dans les ex-pays socialistes d'Europe de l'Est, les communistes gagnent les élections et emportent même la présidence comme en Pologne, où Walesa - et avec lui l'Eglise catholique et la bourgeoisie européenne - connaît une défaite importante. Dans plusieurs pays d'Europe occidentale, ce sont les socialistes qui occupent le pouvoir, comme au Portugal, ou progressent pour le gagner, comme en Allemagne et en Angleterre. Ce sont des conditions favorables pour développer un front des forces de gauche, du Portugal aux confins de la Russie, un front en premier lieu entre les partis communistes de tous ces pays. Le mouvement communiste en Russie montre encore une faiblesse politique à ce point de vue, qui est un héritage de la vie d'appareil antérieure du PCUS. Il ne prend pas en considération, dans son programme, dans ses déclarations, l'unité du monde et la force mondiale des masses, des travailleurs en particulier. Pour accomplir le progrès socialiste de la Russie, la reconstitution de l'Union Soviétique, il faut s'appuyer et s'unir aux autres partis communistes et de gauche, développer un programme commun pour déloger le capitalisme du pouvoir et pour mettre l'économie mondiale au service des besoins des populations.

Il faut saluer le grand progrès des communistes dans ces élections en Russie. C'est un progrès aussi pour toutes les forces de gauche et révolutionnaires dans le monde. La discussion sur la fonction historique de l'Etat ouvrier est loin d'être enterrée, il faut la remettre à l'ordre du jour dans toutes les organisations communistes, socialistes, progressistes en général, comme une partie du programme nécessaire pour la transformation socialiste de la société.

MANIFESTE DU PREMIER MAI 1996

En ce premier Mai, la IVe Internationale Posadiste salue les masses du monde, la jeunesse, l'avant-garde communiste, socialiste, révolutionnaire mondiale qui refusent et combattent le système capitaliste, comme incapable de résoudre les problèmes de l'humanité, et expriment leur confiance dans le socialisme, comme une nécessité pour le progrès de l'histoire et pour la survie même de l'humanité.

Nous saluons les masses et l'avant-garde de Cuba, du Vietnam, de la Chine, de la Corée du Nord, de l'ex-Union Soviétique et des ex-pays socialistes de l'Europe, qui maintiennent la défense des principes et de la structure de l'Etat ouvrier. Cette confiance a guidé le vote du peuple de la Russie en faveur du Parti Communiste Russe, qui pose dans son programme l'expulsion des mafias, la renationalisation de l'économie, le monopole du commerce extérieur et la reconstitution de l'Union Soviétique. Cette confiance est latente aussi dans le vote du Parlement de Russie, annulant le décret de dissolution de l'URSS imposé par Eltsine.

Cette confiance guide les masses des ex-pays socialistes d'Europe de l'Est pour réimpulser et porter au pouvoir les partis communistes, elle permet aux masses de Cuba et de Chine d'affronter les provocations de l'impérialisme américain. Elle pousse aussi la classe ouvrière des pays capitalistes développés, particulièrement en Europe, à rester concentrée dans les partis communistes et socialistes. C'est ce qui s'est exprimé dans les récentes élections en Espagne, au Portugal, en Italie, en Allemagne, en Angleterre, en France ou en Belgique.

Malgré le recul transitoire des Etats ouvriers, malgré la crise que cela a provoqué dans le mouvement communiste et toute la gauche, l'expérience historique de l'Union Soviétique, le programme de l'Etat ouvrier, est toujours un point de référence pour les masses du monde. C'est la direction bureaucratique qui a failli, c'est la démocratie socialiste qui a manqué. Le système capitaliste n'est pas parvenu à attirer les masses ni à les soumettre à une perspective capitaliste.

C'est pourquoi, malgré l'apparent effondrement de son ennemi (le système socialiste), le capitalisme poursuit la course aux armements, crée et entretient des foyers de guerre et de terrorisme dans le monde entier. Son ennemi ressurgit de toutes parts, dans toutes les luttes des masses du monde, dans leur refus de payer la crise capitaliste, dans leurs luttes pour se libérer de la domination impérialiste, et surtout, dans leurs luttes pour reconstruire les Etats ouvriers.

L'impérialisme américain, avec Clinton, essaie de maintenir sa domination économique, politique et militaire sur le monde, en conflit avec l'Europe et le Japon; il suscite des "accords de paix" en Yougoslavie ou au Moyen Orient. Mais, en même temps, il crée ou encourage les groupes terroristes, des foyers de provocation et de guerre pour justifier de futures interventions.

A Cuba, il suscite de permanentes provocations, comme ce survol d'avion au-dessus du territoire obligeant à la réaction militaire des Cubains, dans le but d'intimider les secteurs capitalistes qui souhaitent contourner le blocus économique. En Chine, l'impérialisme stimule des affrontements, au travers du Tibet ou de Taiwan où les élections se font sous la surveillance des porte-avions US. En Europe, la guerre de Yougoslavie a servi d'expérimentation pour détruire un Etat ouvrier, mais aussi pour imposer le commandement de l'OTAN par-dessus celui de l'ONU. L'impérialisme français a poursuivi ses essais nucléaires et, comme les autres puissances nucléaires, développe les simulations, qui sont en fait des expériences pour fabriquer des armes atomiques de type nouveau.

Partout, l'impérialisme invente ou utilise les groupes dits "intégristes" ou terroristes ou "nationalistes", comme les Tchétchènes, ou les narco-trafiquants. Il développe des mesures de guerre, de répression, d'oppression des masses. Il n'a pas d'autre face à montrer au monde. Le capitalisme était et continue à être synonyme de guerre.

Tandis que les directions socialistes, syndicales, et beaucoup de directions communistes se trouvent paralysées ou désorientées face à ce processus, la classe ouvrière, les masses ne cessent de lutter, de résister, de démontrer leur volonté de participer, leur aspiration à des changements sociaux et leur désir de paix et de relations humaines solidaires et fraternelles.

En Amérique Latine, le blocus contre Cuba n'a pas intimidé les populations. Les mobilisations des masses ouvrières et paysannes ont été

Suite page 4

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

35^{ème} ANNEE - Mai 1996 - N° 403 - 20 francs

Périodique bi-mestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl: 62, rue des cultivateurs
1040 Bruxelles
CCP N 000.976234-26

PAS DE PLAN GLOBAL "BIS" !
Préparer la mobilisation des travailleurs pour
imposer les 32 heures!

EDITORIAL

Avec le Contrat d'Avenir pour l'Emploi, la montagne De Haene a accouché d'une souris. Il est en tout cas certain que ce plan ne permettra pas de réduire de moitié le nombre de chômeurs. Ce qu'il apporte avant tout, ce sont de nouvelles concessions au patronat qui a, une fois encore, après le Plan Global, de nombreuses réductions de charges sociales. Les réductions dites "Maribel" sont étendues à la majorité des secteurs économiques au lieu de seuls secteurs travaillant à l'exportation. Il n'y a aucune obligation d'embaucher pour les capitalistes, il y a, par contre, des limites bien strictes pour les augmentations de salaires pour les travailleurs. Ce projet de Contrat prévoit aussi une flexibilité accrue des conditions de travail qui est synonyme de précarisation accrue pour les travailleurs et de rentrées réduites pour la Sécurité Sociale: l'extension du travail à temps partiel est particulièrement dangereuse et le renforcement de la politique des "stagiaires Onem" l'est aussi. Le Plan Global a coûté cher à la Sécurité Sociale, il a diminué le pouvoir d'achat de la population, il n'a apporté aucune réduction du chômage. Ce nouveau Contrat n'apportera aucun changement favorable.

Le gouvernement compte aussi, selon les paroles de ses ministres, sur un redressement de la conjoncture économique internationale comme une condition essentielle pour que ce Contrat pour l'Emploi se réalise. Autant compter sur la magie noire pour résoudre les problèmes de la crise capitaliste. Il vise, surtout, à soumettre les syndicats aux contraintes et aux besoins du capitalisme belge. Il est vrai que le patronat n'obtient pas tout ce qu'il veut non plus, il n'obtient pas un nouveau blocage des salaires, ni la liquidation de l'Index, ni de réductions massives des charges sociales patronales. Ce soi-disant "consensus à la belge" signifie que la bourgeoisie n'a pas la force d'écraser le mouvement ouvrier comme elle en aurait besoin pour survivre dans la lutte mondiale féroce que se livrent les différentes puissances capitalistes.

Mais c'est un consensus très fragile et instable. Les organisations syndicales ne l'ont d'ailleurs pas encore signé, et dans les entreprises et à la base des syndicats, il y a un net rejet de ce Contrat sans avenir. Il faut d'autres mesures pour contenir l'hémorragie de l'emploi et pour assurer une perspective de travail pour tous! Le capitalisme est incapable de le faire et n'y a pas intérêt. Les gouvernements en Europe, dirigés par la droite ou par une coalition de centre gauche comme en Belgique, sont impuissants. En Allemagne, le Pacte pour l'emploi, signé depuis quelques mois seulement, est déjà dénoncé par le patronat.

C'est la gauche, politique et syndicale, qui peut apporter une alternative face à cette crise sans fin du capitalisme. Un front du PS-SP et des syndicats doit se former pour en discuter, à tous les niveaux, sur tous les lieux de travail, dans tous les quartiers. La direction du PS est prisonnière de la bourgeoisie dans le gouvernement De Haene, comme dans le gouvernement régional et communautaire. A la Communauté Française, Onkelinx et les autres ministres croient peut-être avoir gagné contre les enseignants, mais ils ont déjà perdu, en discréditant profondément le Parti Socialiste dans la population et en croyant que les gens vont se résigner au moindre mal.

Nous appelons à discuter, en ce Premier Mai, la formation du front de la gauche, à réunir à partir de la base des organisations, les militants politiques et les délégués syndicaux, pour élaborer un contre-plan pour l'emploi, un plan pour imposer immédiatement le maintien du volume actuel de l'emploi dans toutes les entreprises privées et dans les services publics, pour organiser la lutte pour les 32 heures de travail par semaine, sans réduction de salaires et avec une embauche compensatoire obligatoire, un plan pour la défense des services publics, pour la renationalisation de toutes les entreprises publiques en voie de privatisation, pour l'étatisation de toutes les entreprises et banques en restructuration, un plan pour mettre l'économie au service de la population.

EN ESPAGNE
Les résultats des élections
confirment la structure de
gauche dans le pays
...voir page 3

L'extension de l'état ouvrier
et les changements
dans la bureaucratie
J.POSADAS
29-3-1981
voir page 3

**Pour un enseignement
démocratique...**
...voir page 2

Les "affaires"
et le Parti Socialiste
...voir page 2

Pour défendre un enseignement démocratique, le syndicat des enseignants doit trouver l'appui de toute la population

Les travailleurs de l'enseignement et les étudiants se mobilisent avec volonté et courage au Décret Onckelinx et reçoivent l'appui d'une partie des parents. Le refus de restrictions budgétaires sur les écoles concerne tous les réseaux. Un million de francs égale un emploi, trois milliards d'économies signifient trois mille postes d'enseignants en moins. A terme, on dit qu'il s'agit de supprimer seize mille emplois.

Les gouvernements fédéral, régional et communautaire, se sont engagés dans leur déclaration d'investiture, à défendre l'emploi. Depuis le chômage progresse. Les gouvernants n'en finissent pas de sauver les services publics en les "dégraissant" (mot qui exprime bien la mentalité des employeurs et de certains gouvernants), c'est à dire, en réduisant les salaires, en excluant les travailleurs. Les partenaires socialistes au gouvernement ne se sentent pas la force de s'opposer à la politique tatchérienne et cherchent ce qu'ils appellent le moindre mal, diminuer les effets sociaux négatifs par des mesures palliatives, telles que la pré-pension, les pauses-carrière etc..

Pendant que se réduisent les budgets sociaux, le grand capital, les banques, affichent des bénéfices croissants de vingt et de trente pour cent. Et ce n'est jamais assez pour eux.

En ce qui concerne l'enseignement, le budget est onéreux, du fait de la multitude des réseaux, et non de sa qualité. Refondre l'enseignement en un seul réseau laïque et non-confessionnel serait rationnel, cela réduirait les coûts. L'économie réalisée pourrait être utilisée dans d'autres activités pour les jeunes, telles le sport, les arts. Cela ne générerait pas d'exclusion.

La lutte des travailleurs de l'enseignement ne pose pas clairement ce projet de société développant l'épanouissement de tous. Elle semble défendre un statu quo et un statut professionnel égoïste. Mais le gouvernement a déjà offert au réseau libre un fond pour la rénovation de ses bâtiments, et la justice oblige des communes (comme le cas d'Hannut) à subventionner le réseau libre au même titre que le réseau communal. L'absence de projet de société englobant l'enseignement, provoque une division des enseignants et empêche un soutien plus actif de la population, ne fût-ce qu'au travers des autres centrales syndicales. Aucun parti ne veut défendre l'enseignement unique et laïque, de peur de rallumer la guerre scolaire, il est donc difficile de mobiliser la population

en défense d'une structure bâtarde comme l'actuelle, alors que les autres travailleurs sont eux-mêmes confrontés avec la destruction de l'emploi.

Les enseignants ont une gran-

de volonté de combat, mais ils sont assez désespérés en restant isolés, ils n'ont pas de moyens de pression sur le gouvernement comme les autres catégories de services publics.



LES "AFFAIRES" ET LE PARTI SOCIALISTE

Une série d'affaires de scandales financiers et autres éclaboussent le Parti Socialiste depuis quelques années. Et pas seulement en Belgique.

La première chose qui saute aux yeux est la démesure des condamnations de la Cour de Cassation par rapport aux faits. En effet, tous les condamnés écotent de sanctions très sévères qui vont jusqu'à la perte des droits civils et politiques pendant 5 ans. Les détournements de fonds publics avec des falsifications de documents sont une pratique courante dans le monde politique et chaque parti en retire quelques profits. Certains dirigeants socialistes n'ont rien fait de plus que les autres, certains dont Guy Coëme ont détourné des fonds pour le Parti et certains autres pour leur enrichissement personnel dont Hermanus, mais surtout Guy Mathot et autres...

La grande médiatisation et la mobilisation des nombreux avocats sont tout à fait démesurées par rapport aux quelques dizaines de millions de francs détournés. Quand on sait que la grande fraude fiscale représente des milliards et que les gros fraudeurs sont bien connus, la condamnation de la Cour de Cassation dans l'affaire INUSOP semble dérisoire, cet acharnement spectaculaire contre des responsables politiques socialistes est un acte politique et pas un acte de justice.

Ces procès comme l'affaire "Agusta" sont des moyens utilisés par la droite et la bourgeoisie pour intimider les socialistes et leur faire du chantage. Fa-

ce à la situation de crise du système capitaliste que les différents gouvernements tentent de contrôler, ils utilisent la corruption et la compromission de certains dirigeants socialistes pour faire du chantage et empêcher un virage à gauche ou des prises de positions plus favorables à un changement social. C'est une façon de dire aux socialistes: continuez à faire la politique qui nous intéresse, dont nous avons besoin et ne faites rien d'autre parce que nous "vous tenons". Et c'est bien cela qui se passe. Laurette Onckelinx et Elio Di Rupo et autres font le sale boulot au gouvernement et ils sont couverts, sinon approuvés, par la direction du Parti Socialiste qui considère que c'est la politique du moindre mal.

Ce procès fait partie d'une campagne anti-socialiste, orchestrée avec grand fracas pour écarter et éloigner les travailleurs, les électeurs d'une véritable alternative sociale, et pour créer le défaitisme et le fatalisme: "ce sont quand même tous les mêmes, à gauche ou à droite".

Mais l'appareil judiciaire n'est pas neutre, la grande majorité des juges appartient à la droite social-chrétienne et une minorité aux libéraux, un tout petit reste sont socialistes. Certains juges, comme le juge de paix de Saint Gilles, appuient carrément le Front National. Il faut se rappeler le chipotage des listes de parrainage pour les dernières élections communales.

Par ailleurs, l'arrêt de la Cour de Cassation doit interpeller les citoyens sur

Pourtant, l'appui de la jeunesse au mouvement de grèves a été très important. Les jeunes ont fait preuve d'une grande capacité et conscience du bien de la collectivité, en intervenant massivement dans ce conflit. Ils refusent la dégradation des conditions d'études. Ils prennent position quant à l'avenir de l'enseignement. Les jeunes se sont profondément impliqués dans ces luttes sociales et ont montré un exemple du combat pour la défense des libertés, des acquis sociaux, d'une société meilleure et ouverte à tous.

Il est vrai qu'un refinancement de l'enseignement est nécessaire et possible. Mais il l'est au même titre que le refinancement de la Sécurité Sociale, de la défense et de l'extension des services publics, cette revendication ne peut être soutenue que par et pour les enseignants, elle doit l'être pour le bien commun et par tous les travailleurs des services publics. C'est pourquoi il faut sortir le mouvement des enseignants de son isolement et l'intégrer dans un programme de transformations sociales commun à tous les travailleurs du pays.

24.4.1996

le rapport entre la politique et la justice, et qu'elle exige sans aucun doute quelques réformes. Mais il faut surtout discuter ces problèmes au sein du mouvement ouvrier, parmi les travailleurs socialistes; certains dirigeants du PS poussés par le carriérisme politique et le goût du pouvoir, se sont laissés corrompre et coincer dans des compromissions qui les éloignent de l'idéologie socialiste.

Il ne faut pas oublier que Guy Coëme a défendu déjà en 1994, tout le plan de privatisations de la SNCB, de Belgacom et a participé au Plan Global, concocté par le gouvernement De Haene.

Le bureau du PS, unanime, a soutenu Guy Coëme et les autres membres du Parti. Ils auront payé leur place dans l'appareil du Parti, certains sans aucun doute plus cher que d'autres. Mais ne nous faisons pas de soucis pour Guy Coëme, il ne se retrouvera pas dans les files de chômeurs de sa région comme demandeur d'emploi.

Toutes ces "affaires" doivent interpeller les citoyens, et surtout les travailleurs et les militants socialistes. Il faut exiger la transparence et la démocratie totale dans le Parti Socialiste qui doit appartenir à tous ses membres et rendre des comptes aux travailleurs qui votent pour lui. Les travailleurs de ce pays votent socialiste, pour l'intégrité des dirigeants, mais aussi pour une autre politique, pour que le PS-SP soit le relais politique de la volonté des travailleurs, qui en ont assez de faire les frais de la crise capitaliste et qui veulent un changement de la société.

La politique de l'Union Soviétique et des autres Etats ouvriers fut modelée par Staline, c'est à dire par la clique bureaucratique qui a continué bien longtemps après sa mort. Cela a entravé le développement de l'Etat ouvrier, provoqué une déformation dans les relations sociales intérieures, déséquilibré le poids du prolétariat. Celui-ci ne pouvait exercer sa fonction, l'appareil dirigeant l'en empêchait. Staline est allé jusqu'à faire tuer six millions de paysans et à s'appuyer ensuite sur les paysans riches, les koulaks.

Il faut pousser plus à fond les mesures programmatiques, pratiques et théoriques de la construction du socialisme, tout en développant la compréhension que l'analyse théorique doit aller de pair avec l'expérience pratique.

Il faut tirer des conclusions théoriques du fait que l'Union Soviétique est passée par Staline, par Kroutchev et en vient à mener une politique opposée à celle de Staline actuellement. Kroutchev lui-même a dû appuyer Cuba en 1960. Le processus ascendant des Etats ouvriers crée des bases pour éliminer la bureaucratie.

En Union Soviétique, subsiste tout un appareil qui vient de l'époque de Staline et qui a été soutenu par Kroutchev. C'est une structure qui va du directeur d'usine jusqu'au plus grand ministre. C'est difficile de s'en débarrasser. Mais le progrès politique de l'Union Soviétique va à l'encontre de l'existence de cette bureaucratie égoïste. Une partie de la bureaucratie est obligée, pour sa propre survie, de s'unir au futur de l'Union Soviétique. On peut alors mesurer toutes ses limitations scientifiques, culturelles et politiques.

La bureaucratie actuellement n'a plus la même structure ni le même objectif qu'à l'époque de Staline ou de Kroutchev. Le vieil appareil bureaucratique subsiste encore et garde ses conceptions étroites, de quartier, d'usine, mais il y a aussi toute une partie de l'appareil dirigeant qui sent le besoin d'unir sa propre existence au développement de l'Etat ouvrier vers le socialisme (c'est le secteur qui impulse la régénérescence partielle de l'URSS, ndr). Voyant ce danger, l'impérialisme s'emploie à stimuler les intérêts privés des bureaucrates.

Le processus mondial mûrit et les Etats ouvriers ont besoin pour leur propre progrès, d'influencer les pays capitalistes, ils doivent le faire aussi pour éloigner les possibilités de la guerre. L'appareil bureaucratique entrave et sabote ce processus. L'Etat ouvrier a besoin d'un nettoyage de toute cette bureaucratie. Une partie de la bureaucratie voit cette nécessité pour affronter le régime capitaliste, en vue, non pas d'une concurrence économique ou politique, mais d'un règlement de comptes final. Elle a donc besoin de compter sur des cadres, sur des structures de parti. Elle doit elle-même faire un nettoyage au sein de l'appareil pour ne laisser place à aucun doute ou hésitation dans l'affrontement contre l'impérialisme.

L'Union Soviétique a besoin de progresser pour vivre, sinon elle meurt. El-

L'EXTENSION DE L'ETAT OUVRIER ET LES CHANGEMENTS DANS LA BUREAUCRATIE

J. POSADAS

29.3.1981

Dans ce texte, J.Posadas analyse l'origine de la politique bureaucratique de la direction soviétique jusqu'à Brejnev. Il montre comment elle a dû changer, malgré le poids du stalinisme. L'Union Soviétique appuie la révolution, s'étend, ou elle meurt. Elle devait approfondir ses rapports avec le processus révolutionnaire mondial et coordonner son intervention avec celle des autres pays socialistes pour affronter le système capitaliste et c'est ce que la direction soviétique de l'étape de Gorbatchev n'a pas osé mener à fond. De là est venue sa crise et l'effondrement de cette direction, entraînant avec elle le démantèlement partiel des Etats ouvriers. Ces conclusions sont très importantes à discuter aujourd'hui, alors qu'il existe une réanimation du mouvement communiste dans les ex-pays socialistes et que le Parti Communiste Russe se propose de reconstruire l'Etat ouvrier et l'Union Soviétique.

Il doit se mesurer au système capitaliste et, pour accroître son poids, sa force sociale, elle doit impulser les luttes révolutionnaires dans le monde.

L'Etat ouvrier a également besoin d'une relation avec tout ce que le monde représente de progrès, c'est à dire, avec les luttes des masses du monde et avec les processus de transformations sociales.

L'impérialisme américain, qui est le plus important du monde, ne peut garantir à aucun pays capitaliste de ne pas tomber entre les mains des communistes. Il n'a pas de force historique pour s'imposer, ses contradictions l'empêchent de le faire.

De plus, le capitalisme dépend de ses investissements, de ses achats et ventes aux Etats ouvriers et les masses de ces pays capitalistes sont favorables aux Etats ouvriers. Le capitalisme vit dans un processus antagonique. Son problème ne réside pas seulement dans l'existence de l'Union Soviétique, mais aussi dans le fait que les ouvriers de chaque pays capitaliste sont contre le capitalisme, dans le fait que son économie est un désastre. La culture, la science, l'art, ont besoin de développement. Le capitalisme empêche tout développement. Les contradictions internes augmentent, et l'antagonisme avec les Etats ouvriers aussi. Le capitalisme ne parvient pas à s'imposer aux Etats ouvriers.

J. POSADAS

EN ESPAGNE

Les résultats électoraux confirment la structure de gauche dans le pays

Extrait de "Lucha Comunista", organe de la section espagnole de la IVe Internationale Posadiste)

Les élections législatives dans le pays montrent clairement la faiblesse du capitalisme dans le pays, l'impossibilité d'effectuer des reculs importants des conquêtes sociales, et elles mettent en évidence les forces immenses contenues dans le prolétariat et les masses qui, par leur participation massive au vote, ont exprimé leur maturité et les possibilités d'impulser des solutions de progrès.

Contre toutes les prévisions qui donnaient le PP (Parti Populaire) gagnant sans difficultés, la situation qui s'est créée est telle que le gouvernement de la bourgeoisie, s'il parvient à se former, sera prisonnier d'autres forces et ne pourra appliquer son programme comme il le souhaitait.

Ce résultat électoral, loin de conforter le camp bourgeois, met encore plus en évidence sa désintégration interne et aggrave encore la crise. Une conclusion surgit inexorablement depuis la chute du franquisme, le triomphe du PSOE (Parti Socialiste) en 1982 et l'étape actuelle: la droite est incapable de gouverner avec tout son programme, elle a dû changer complètement son image et se montrer en rupture totale avec son propre passé.

Le capitalisme espagnol n'a

pas été capable de surmonter sa désunion historique. C'est pourquoi le PP n'a pas réussi à convaincre et attirer à ses côtés la bourgeoisie catalane, basque qui s'était alliée à la population dans la lutte contre le franquisme. La majorité des militants du Parti Convergencia (régionaliste catalan de Pujol) a rejeté l'idée de pactiser avec le PP. C'est une force politique, avec sa base petite-bourgeoise, dont il faut tenir compte et que l'on peut attirer dans la lutte contre le capitalisme.

Aujourd'hui comme en 1982, le gros du prolétariat et des masses s'est concentré sur l'instrument qui lui semblait le plus apte pour mener la bataille contre la bourgeoisie: le Parti Socialiste.

Cette structure de gauche qui s'est une nouvelle fois affirmée dans ces élections ne trouve pas de correspondance dans la politique des directions socialistes, communistes ou syndicales. Celles-ci pourraient imposer un gouvernement de gauche à la suite de ces élections, avec un programme capable d'attirer Convergencia.

La direction communiste ne comprend pas pourquoi les masses ont appuyé le Parti Socialiste, ni pourquoi il faut compter sur la base socialiste pour accomplir les tâches nécessaires aujourd'hui. Elle a une attitude de concurrence, de dispute pour la prédominance au sein de la gauche et elle s'est jointe à la cam-

pagne anti-socialiste orchestrée par la bourgeoisie.

Le P.C.E. est déconcerté face à l'actuelle situation, il n'ose pas intervenir avec audace, ni appeler la base socialiste à rejeter le programme de soutien à Maestricht, à se mobiliser dans les usines, les quartiers, les syndicats, les universités. Il ne propose pas un programme alternatif, comprenant la défense de la propriété publique, le refus de privatisation, les nationalisations sous contrôle ouvrier de toute entreprise en crise, des banques, du commerce extérieur, la planification de l'économie, qui est la seule garantie de plein emploi et de vie digne pour la population.

Izquierda Unida (alliance dont le PC est le moteur) a reculé en Andalousie. Les masses l'ont sanctionné de cette façon pour l'alliance objective que I.U. avait faite avec la droite afin d'empêcher la constitution d'un gouvernement du PSOE. Les masses ont défendu les conquêtes obtenues sous le gouvernement de Felipe Gonzalez sans pour autant donner un appui inconditionnel à sa politique. Elles ont appliqué empiriquement la tactique du front unique.

(...) La situation en Espagne est très semblable à celle de l'Italie, où l'incapacité de la bourgeoisie à gouverner s'accroît et où les directions de gauche ne donnent pas

suite page 4

très importantes au Mexique, au Brésil, en Argentine, en Colombie, au Vénézuéla ainsi que les grèves des ouvriers du pétrole au Pérou contre la privatisation de leur industrie. Ce sont des exemples de la maturité du mouvement ouvrier qui fut le facteur fondamental de la défaite des dictatures en Amérique Latine, même s'il n'a pu, par manque de direction adéquate, pousser les mouvements jusqu'à des transformations sociales. Mais les bourgeois libérales qui ont rempli ce vide historique, n'ont pas pu résoudre aucun des problèmes des masses. Le niveau de vie général de la population a diminué, avec des poches énormes de pauvreté extrême, et le capitalisme applique des formes partielles de dictature, comme en Argentine, au Pérou, au Brésil, répondant au mécontentement des gens par la répression.

En Europe, le capitalisme a essayé de profiter de la désagrégation partielle de l'URSS pour imposer des mesures de régression sociale, en les présentant comme une fatalité. Il y a un appauvrissement de la population, un accroissement de la misère, du chômage, de la soi-disant "exclusion sociale" qui n'est qu'une face de l'appauvrissement de la majorité. Mais les masses n'acceptent pas cette fatalité et, dans toute l'Europe, il y a des mobilisations, une organisation très élevée des luttes, de la résistance. De la Suède à l'Italie, il y a des mobilisations en défense des acquis sociaux.

Les Accords de Maastricht, prônant le marché unique et la monnaie unique européenne, correspondent aux objectifs des sociétés multinationales, aux besoins de la grande bourgeoisie à cette étape finale de sa crise où le capitalisme se mange lui-même. Les plus puissants ont besoin du marché unique, de la monnaie unique, de privatiser tous les services publics pour trouver de nouvelles sources de profit. Tout cela veut dire qu'il faut recourir à ces reconversions, à ces réajustements économiques, aux dépens du prolétariat et de la majorité de la population, privatiser le maximum, inclure les pensions, réduire le plus possible les prestations sociales dont bénéficient encore les populations de l'Union Européenne.

Les mobilisations en France, ont donné la mesure de la riposte massive et profonde du prolétariat à cette politique. La droite française a dû reculer. Le Front Unique des syndicats et des partis de gauche, avec un programme pas seulement syndical mais proposant des transformations sociales, est nécessaire. En France comme dans le reste de l'Europe. En Allemagne, il y a une radicalisation de la social-démocratie, qui ouvre la possibilité d'un Front de la gauche, avec les Verts et le PDS communiste et qui peut être la base d'un gouvernement de gauche pour l'Allemagne. En Espagne également, la droite n'a pas gagné les élections, une solide structure de gauche s'est manifestée dans le pays et un front unique du PSOE,

MANIFESTE DU PREMIER MAI 1996

suite de la page 1

de Izquierda Unida avec la gauche des partis régionalistes, peut se proposer comme une alternative de gouvernement. En Italie, c'est la même force de cette structure de gauche qui s'exprime dans la victoire électorale de "l'Olivier".

Il faut aussi saluer les mobilisations de la jeunesse à cette étape. Quand les jeunes, dès 12 ans, sor-

tout l'économie et discuter, entre les syndicats et les partis de gauche, la planification de la production et le monopole du commerce extérieur de chaque pays, pour mettre l'économie au service de la population, au niveau de chaque pays, de l'Europe et de la terre.

Il y a, dans le monde entier, un front unique objectif des masses



Manifestation de communistes à Moscou, le Premier Mai 1995

tent massivement dans les rues, comme en Belgique, en France, en Italie, pour défendre le droit à un enseignement de qualité, accessible à tous, ils lancent un défi et une défiance profonde envers la direction capitaliste de la société, qui n'offre que le désespoir, la compétition féroce entre les gens, le chômage ou l'exclusion sociale.

Après le choc qu'a représenté pour tout le mouvement ouvrier le démantèlement partiel des Etats ouvriers et, surtout de l'Union Soviétique, la réflexion et la discussion au sein de la gauche en général ont repris le dessus. Beaucoup de directions des partis communistes et socialistes ont été désemparées, ont perdu toute confiance dans le socialisme, se sont divisées, d'autres ont cru venue l'heure d'une voie "social-démocrate". Mais la classe ouvrière, en maintenant toute sa volonté de lutte contre le capitalisme et sa conscience de la valeur historique de l'Etat ouvrier est en train de donner de nouvelles impulsions pour organiser les tendances, les courants, les partis se proposant un changement radical de la société capitaliste vers le socialisme. Le problème des conditions de vie de la majorité exploitée de la population ne se résoudra pas par de simples négociations, ni par le partage du travail ou par une lutte purement syndicale. C'est un problème inhérent à la structure et au fonctionnement de la société capitaliste. Il est nécessaire d'organiser, partout, les forces pour disputer à la bourgeoisie le contrôle des entreprises, de

pour rejeter la domination du capitalisme et de l'impérialisme et pour chercher le progrès des relations humaines, qui ne peuvent coïncider avec la concurrence féroce, la loi du marché, la compétitivité et le culte du profit.

L'humanité refuse de se battre entre pauvres pour un morceau de terre comme au Rwanda, alors qu'existe la capacité technique pour résoudre tous les problèmes de l'humanité. Elle refuse la criminalité du capitalisme qui se propose de massacrer des millions de vaches en Angleterre, pas pour la santé des populations, mais pour se

tirer de la surproduction. On ferait la même chose avec les êtres humains, éliminer les chômeurs, faire des guerres, parce qu'ils n'ont pas de solution pour donner du travail à tout le monde. S'il y a les conditions techniques pour satisfaire les besoins de l'humanité, il existe aussi la conscience des classes pour changer la société capitaliste, pour prendre ou reprendre le chemin de la construction des Etats ouvriers. Mais il subsiste un déficit entre cette conscience et l'organisation de la direction mondiale pour la mener à se réaliser. La direction de l'URSS et des autres Etats ouvriers n'a pas suivi le programme socialiste ni appliqué la démocratie soviétique pour développer l'Etat ouvrier et l'étendre au reste du monde. La nécessité de cette direction, armée de ce programme, est la conclusion la plus importante qui surgit quand on réfléchit pourquoi la désagrégation du système socialiste fut possible. Les partis sociaux-démocrates n'ont pas démontré avoir une alternative au programme de transformations socialistes, de construction d'Etats ouvriers, au programme d'étatisation de la grande propriété industrielle, terrienne, et bancaire, du monopole d'état du commerce extérieur et de planification de l'économie en fonction des besoins de la population. La vigueur et l'actualité de ce programme ressortent de toutes les luttes et mobilisations de la classe ouvrière mondiale, qui voit l'impasse et la destruction causée par le système capitaliste.

Le front unique mondial des syndicats et des partis communistes, socialistes, nationalistes de gauche, chrétiens de gauche, écologistes, sur la base de ce programme de transformations sociales et de reconstruction des Etats ouvriers, est la tâche la plus importante que nous appelons à réaliser en ce Premier Mai.

Bureau International
de la IVe Internationale Posadiste

22 AVRIL 1996

EN ESPAGNE

Les résultats électoraux confirment la structure de gauche dans le pays

..suite de la page 3

non plus d'alternative programmatique à la profonde crise du capitalisme (...). Il faut tenir compte de tous les facteurs de la situation internationale pour comprendre la situation en Espagne, pour mesurer le rapport de forces, pour voir toute la faiblesse de la droite, héritière du franquisme. Les difficultés de former un gouvernement viennent de la marge étroite de manoeuvres pour s'allier avec les partis nationalistes. Pujol défend le même programme bourgeois qu'Aznar, mais avec une préoccupation plus grande pour le jeu des libertés démocratiques. Il considère un accord comme difficile, vu la pression des douze millions de voix de la gauche. Le prochain gouvernement du PP

sera inévitablement confronté à cette structure de gauche s'il eut appliqué les mesures de restrictions contenues dans son programme.

Les partis de gauche, P.S.O.E. et P.C.E. et les syndicats doivent discuter l'unification des forces pour donner une issue progressiste à la crise actuelle et, si nécessaire, constituer un gouvernement au moyen d'un front avec un secteur de la bourgeoisie, pour un programme minimum de défense de l'emploi, contre les fermetures d'entreprises, pour le maintien du pouvoir d'achat des masses et la défense des libertés démocratiques.

Mars 1996

A propos de la " Marche Blanche "

FACE A L'INJUSTICE DU POUVOIR CAPITALISTE S'ELEVE UN CONTRE POUVOIR POPULAIRE.

La grande "Marche Blanche" de 325.000 personnes qui a envahi les rues de Bruxelles, dimanche dernier exprime une grande colère et la révolte de la population contre l'injustice du pouvoir capitaliste et pas seulement un manque de confiance dans les institutions judiciaires. Cette marche exprime aussi la solidarité et le soutien de la population aux familles des victimes, de toutes les victimes de ces crimes monstrueux pour qu'elles aillent "jusqu'au bout", pour appuyer leur détermination à trouver les coupables et les commanditaires de toutes ses "affaires". Cette manifestation est une des plus importantes que la Belgique ait connues depuis la Guerre, elle reflète aussi le profond malaise social, la crise persistante dans la société et les institutions du pouvoir capitaliste. La colère et l'indignation de la population sont très fortes parce que les victimes de ces crimes odieux sont des enfants, qui représentent la vie, la joie de vivre, l'avenir et l'amour de l'humanité. Et aussi parce qu'ils sont des enfants de travailleurs, de gens dits "ordinaires" pour lesquels ni la police ni la gendarmerie n'ont déployé tous les moyens possibles immédiatement comme elles le feraient et comme elles l'ont fait d'ailleurs pour des enfants de gens riches ou soi-disant importants. Au moment de l'enlèvement du petit Antony Declercq, fils d'un grand patron, ou du rapt de VDB, tous les moyens ont été mis en oeuvre immédiatement et sans relâche. Mais les victimes de Dutroux-Nihoul sont des enfants de travailleurs qui n'ont pas les moyens financiers, ni le pouvoir économique ou politique et qui se sont heurtés au mur de l'indifférence ou à la corruption, aux collusions occultes des institutions judiciaires ou policières.

La solidarité des travailleurs de Cockerill a été fondamentale. Au travers du Conseil d'entreprise, les travailleurs de Ferblatil soutiennent financièrement le comité "Julie et Mélissa", et ont permis aux familles de faire tous les voyages et les démarches administratives en libérant Gino Russo de son poste de travail et en versant depuis des mois déjà une part de leur salaire aux familles. Ils ont organisé un arrêt de travail pour se rendre à l'enterrement des enfants. Cette solidarité des travailleurs de Cockerill-Sambre a fait tâche d'huile dans toutes les entreprises du pays, où spontanément les travailleurs ont fait des arrêts de travail, des cortèges se dirigeant vers les palais de justice des différentes villes. Une des manifestations très impressionnante et émouvante a été celle des travailleurs de Ford à Genk qui sont sortis par milliers tous ensemble dans la rue dans un silence complet. Les chauffeurs de bus de différentes villes ont fait des cortèges avec leurs véhicules dans plusieurs villes du pays et même à Bruxelles où cela ne s'était jamais produit auparavant. Partout, les travailleurs et aussi les étudiants, les jeunes, les enfants ont manifesté dans les rues exprimant leur dégoût et leur colère contre cette justice à deux vitesses, c'est à dire contre la justice de classe. Comme le disent des travailleurs des Forges de Clabecq: les forces de l'ordre n'ont rien fait contre ces criminels pédophiles parce qu'elles passent leur temps à poursuivre les travailleurs en grève, à persécuter les piquets de grève, à empêcher les occupations d'entreprises. Face à cette justice de classe, la solidarité de classe s'est organisée petit à petit, entre flamands et wallons, entre belges et immigrés, naturellement. Toute cette mobilisation remet en question les institutions bourgeoises et les défenseurs de tous les pouvoirs du système capitaliste. Il s'agit d'un réel CONTRE-POUVOIR populaire qui commence à s'organiser. Cela crée dans les états-majors de la police, de la gendarmerie, dans les instances judiciaires et politiques, dans le gouvernement et dans la monarchie, une grande inquiétude. Ce contre-pouvoir a un sens politique sans représentation politique, et exprime la volonté et la nécessité de changer les relations sociales dans ce pays.

Il n'y a pas de "crise morale", comme dit le Roi Albert II, qui tente de faire aussi de la "récupération" en invitant les familles à une table ronde, mais bien une profonde crise politique, sociale, économique du capitalisme dans notre pays. Quand le roi parle de "crise morale", cela veut dire que tout le monde est impliqué dans le problème, que tout le monde a une responsabilité, qu'il faut changer les mentalités, au travers d'une meilleure éducation aux valeurs morales. Il ne s'agit pas du tout de cela! La pédophilie, comme l'inceste, est une déviance

suite page 2

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

35^{ème} ANNEE - Novembre 1996 - N° 404 - 20 francs

Périodique bi-mestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl: 62, rue des cultivateurs
1040 Bruxelles
CCP N 000.976234-26

De la marche blanche à la grève de la FG TB: Il y a l'unité de la lutte contre l'inhumanité de la société capitaliste

EDITORIAL

Il n'y a pas besoin de spéculer sur la récupération ou non de la marche du 20 octobre par la FG TB: les centaines de milliers de grévistes du 28 octobre étaient aussi parmi les centaines de milliers de personnes qui ont manifesté dans un immense sentiment de fraternité humaine la semaine précédente.

Ce que le gouvernement De Haene et le grand patronat redoutent le plus, c'est bien ce lien naturellement établi par les masses entre la criminalité de l'argent et du pouvoir à la base de l'assassinat des enfants et l'inhumaine logique du profit et de la compétitivité de l'économie capitaliste à la base des 3% de Maestricht, des "normes alariales" et de la régression et l'exclusion sociales.

La Marche "Blanche" et la grève générale "des Rouges" ont montré la révolte des travailleurs, de la majorité de la population contre les injustices de ce système en même temps que la critique et la perte de confiance envers les directions politiques et syndicales de la gauche.

Malgré son annonce précipitée et son peu de préparation, la grève du 28.10 a rencontré l'adhésion et la sympathie des travailleurs, bien au-delà des seuls affiliés FG TB. Dans des secteurs importants, la grève a eu lieu en front commun FG TB-CSC. Des

centrales comme celle des employés et des métallos se sont prononcées officiellement pour un arrêt de travail commun et, dans beaucoup d'autres entreprises, le front commun a fonctionné dans les faits.

La nécessité de la lutte contre les plans d'austérité du gouvernement et du grand patronat est claire pour la majorité des travailleurs. Mais ceux-ci ont aussi conscience que cette lutte ne pourra aboutir simplement en décrétant un jour de grève nationale, comme le Bureau de la FG TB l'a fait. Ils ont le sentiment d'être utilisés comme des troupes en manoeuvre, comme un épouvantail agité sous le nez des patrons et du gouvernement pour en tirer quelques concessions supplémentaires, et remis dans un tiroir un peu plus tard.

Cette journée de grève a été aussi une journée de discussions et de critiques: la direction syndicale a commencé par accepter le principe de "la norme salariale" et la soumission aux critères de compétitivité. C'est la pression de la base, des travailleurs qui a radicalisé la position des directions. Mais cette radicalisation n'est pas assez volontaire et préparée. Le front commun FG TB-CSC doit être recherché dans tous les secteurs sans relâche. Les décisions d'action doivent se préparer et se discuter dans des assemblées de tous les militants dans tout le pays, avec l'interven-

suite page 2

La mort dans l'est du Zaïre est la conséquence de la politique des puissances impérialistes

voir page 2

ITALIE
La participation de la gauche au gouvernement et la nécessité d'un programme anti-capitaliste

voir page 3

**A l'occasion du 75ème
anniversaire du Parti Communiste**

voir page 4

La crise et l'effondrement du système capitaliste dans cette étape de l'histoire

J.POSADAS
Septembre 1968

voir page 3

LA MORT DANS L'EST DU ZAIRE EST LA CONSEQUENCE DE LA POLITIQUE DEVELOPPEE DE LONGUE DATE PAR LES PUISSANCES IMPERIALISTES

A l'époque des victoires des mouvements de libération du colonialisme en Afrique, les pays devenus indépendants décidaient, par l'intermédiaire de l'O.U.A., de maintenir intangibles les frontières territoriales héritées du colonialisme. Malgré les aberrations les plus criantes des tracés de ces frontières, les Etats indépendants décidaient de régler par des négociations entre eux tout conflit concernant les territoires. L'impérialisme français, anglais, belge ou britannique ne pensait qu'à provoquer des troubles, des divisions, des ruptures territoriales ou ethniques dans l'espoir de rétablir ainsi leur domination perdue. Mais l'indépendance des Etats africains était protégée par l'Union Soviétique qui créait un rapport de forces défavorable aux anciennes puissances colonialistes. L'éclatement du système des Etats ouvriers et, principalement de l'Union Soviétique, a provoqué un affaiblissement de toutes les forces progressistes et anti-impérialistes en Afrique. Les forces centrifuges ressurgissent de partout et les diverses puissances impérialistes essaient de les utiliser pour asseoir leurs intérêts propres. D'autre part, des mouvements progressistes comme l'était le FNL du Ruanda, ne pouvant plus compter sur l'appui du camp socialiste, essaient aussi d'utiliser à leur avantage les rivalités entre les

différentes forces impérialistes. La chute du Président Habyarimana du Ruanda fut une défaite de la France. La politique française depuis lors est d'organiser la reconquête du Ruanda par la vieille armée et les milices hutus qui étaient les principaux exécutants du génocide tutsi et les assassins de l'opposition hutu.

La France, la Grande-Bretagne et les USA sont aujourd'hui les principales puissances impérialistes en Afrique. La Grande-Bretagne et les USA dament le pion à la France. La France était montée au créneau pour intervenir en Somalie pour contenir les USA en Ethiopie et au bout du chemin ce sont les USA qui contrôlent la Somalie.

De même pour le Ruanda: l'armée tutsi s'est formée en Ouganda en participant à la guerre civile en soutenant Museveni pour l'aider à prendre le pouvoir. Une série d'officiers tutsi ont été formés aux USA. La reconquête du Ruanda a été soutenue indirectement par la Grande-Bretagne et les USA, par l'intermédiaire de l'Ouganda.

Le Zaïre est devenu une zone d'Afrique où la puissance américaine est en lutte avec la puissance française pour le contrôle économique-politique. Les USA possèdent une base militaire à l'ouest du Zaïre qui sert d'intervention indirecte dans la guerre en Angola. La France est au-

ssi présente militairement à l'ouest qu'à l'est du Zaïre.

La France a armé la soldatesque hutu basée au Kivu au milieu des camps de réfugiés hutus. Celle-ci attaque, pille et massacre la population locale, tutsi et autres, avec la participation active de l'armée zaïroise qui ne perçoit plus la solde depuis des mois. Au Kivu, la population tutsi est installée au moins depuis deux siècles et a toujours vécu en bonne intelligence avec ses voisins. Il est normal que maintenant, cette population du Kivu se révolte et chasse les milices hutus et l'armée nationale. Le Ruanda subit des provocations de ces milices, des tirs de mortiers proviennent du Zaïre et obligent le Ruanda à riposter en pénétrant au Zaïre.

Le chantage sur la vie de plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants est une pratique courante pour les vieilles puissances coloniales. L'humanitaire leur sert, comme en Somalie, pour justifier l'envoi de mercenaires pour occuper la région avec une légitimité internationale.

En prétendant que le Ruanda et le Burundi interviennent dans la révolte de la population locale, la France se permettra d'intervenir pour leur conquête avec la bénédiction de pays sous son influence et de chasser la prépondérance britannique-américaine.

Le Zaïre est partagé actuellement entre la France et les USA, ils précipiteront le pays dans une nouvelle guerre civile après la disparition de Mobutu pour déterminer qui vassalisera ce pays. Le racisme est cultivé par la déliquescence de l'autorité zaïroise. Déjà en 1995, plus de cent mille kasaïens ont été chassés du Shaba après des pogroms pour couvrir la responsabilité du pouvoir dans la faillite de l'exploitation du cuivre.

La révolte du Kivu peut faire tache d'huile sur le reste du Zaïre, et toutes les forces d'opposition au régime de Mobutu doivent chercher à s'unifier, au-delà des différences ethniques, pour chasser ce régime et se libérer de tous les impérialismes.

De la marche blanche à la grève générale de la FGTB: Il y a l'unité de la lutte contre l'inhumanité de la société capitaliste

suite de la page 1

tion de tous. La grève du 28 ne peut pas être un simple baroud d'honneur. C'est un avertissement, une partie d'un grand mouvement de lutte qui doit continuer et se développer. Il faut aussi des mots d'ordre clairs: mener des négociations tout en développant la conscience que la réduction du temps de travail, sans perte de salaires et sans augmentation de la productivité de chaque travailleur, s'imposera par la volonté et la détermination de la classe ouvrière et non par consensus du capitalisme.

La grève du 28, comme la Marche Blanche sont des actions politiques des masses, mais sans représentation politique et sans direction politique surtout. Mais ni l'une ni l'autre n'ont été "récupérées" par qui que ce soit. C'est bien cela qui fait si peur à la bourgeoisie de ce pays, au gouvernement De Haene, et aux dirigeants du Parti Socialiste. Ces derniers ne peuvent plus faire accepter aux travailleurs, leur politique du moindre mal, laisser croire que leur présence dans ce gouvernement permet de limiter la dégâts de mesures d'austérité encore plus gra-

ves qui seraient prises sans eux. Les travailleurs mesurent autrement: si le gouvernement ou le patronat hésitent ou reculent dans l'application de leurs plans de régression sociale, c'est grâce à la résistance, à la lutte, aux manifestations, aux grèves. Tout en espérant et en oeuvrant à la formation d'un grand front politique de la gauche, allant des communistes aux socialistes, aux Ecolos, aux chrétiens de gauche, la gauche syndicale et politique qui se trouve dans toutes les organisations, dans les entreprises, dans les associations, manifeste une grande volonté de faire face et de contre-carrer les plans d'austérité actuels. Pour obtenir les 35/32 heures sans perte de salaires et avec embauche compensatoire, pour défendre et élargir les services publics, il faut développer ce front, développer ces luttes, et se mettre d'accord, comme l'ont proposé quelques centrales et Régionales de la FGTB avec les organisations syndicales et de gauche dans toute l'Europe, à commencer par les pays voisins de la Belgique pour l'imposer ensemble.

Face à l'injustice du pouvoir capitaliste s'élève un contre pouvoir populaire

suite de la page 1

des relations affectives et sociales de certains adultes envers les enfants. Mais ici, il s'agit de réseaux criminels d'exploitation sexuelle des enfants. L'existence de tels réseaux, les crimes liés à la pédophilie, la prostitution des enfants sont une conséquence de la "morale" capitaliste, de la toute-puissance de l'argent et de ceux qui le possèdent. Dans le monde entier, des millions d'enfants sont victimes de guerres, de famine, d'exploitation par la prostitution et par le travail. Les débats et discussions sur la pédophilie, déviance sexuelle, détournent des vrais problèmes de la réalité. Rien n'est résolu si l'on met les pédophiles criminels en prison, ou dans des institutions psychiatriques, si leurs peines sont incompressibles ou pas. Il s'agit d'arrêter ce trafic immonde, dans lequel des "grosses légumes" sont impliquées et brassent des sommes d'argent considérables. Lorsque l'on connaît le prix des cassettes pornographiques, il est clair que ce sont des gens riches et même très riches qui les achètent. Ces gens bénéficient de protection, de sollicitude, de complicité de la part des pouvoirs policiers et judiciaires. Cela explique les raisons pour lesquelles, la gendarmerie a caché et même sans doute détruit une partie des dossiers des enquêtes.

Les défenseurs de Dutroux-Nihoul ont cherché à gagner du temps en dessaisissant le juge Connerotte de l'affaire, et en attaquant l'avocat des familles. S'il n'y avait pas eu le repas-spaghetti, ils auraient inventé autre chose.

Toutes les tentatives de "récupération" de la part du Roi et de Jean-Luc De Haene, n'ébranlent pas la détermination des familles et de leurs avocats d'aller jusqu'au bout et d'utiliser tous les moyens possibles pour arriver à leur but: Condamner les coupables! Tous les coupables quels qu'ils soient! Nous partageons et soutenons les revendications défendues par les familles et leur Comité de soutien dont une des plus importantes est l'accès immédiat des victimes aux dossiers de l'enquête.

Il est important de maintenir une pression permanente, il ne faut pas que la vigilance de toute la population s'arrête un seul instant, jusqu'à l'aboutissement de l'enquête et la condamnation de tous les responsables de ce réseau criminel.

Fonctionnement et crise du capitalisme à cette étape de l'histoire

J. POSADAS

Septembre 1968

On ne peut construire aucune société nouvelle sans comprendre de façon scientifique ce que nous voulons et comment le construire, quelles sont les mesures économiques, sociales ou politiques qu'il faut prendre, comment combiner la production, le progrès social et la capacité d'intervention de la population.

Le capitalisme a fait cela de manière empirique, mais l'intérêt privé lui a donné un certain ordre. C'est pour cela qu'il a construit l'Etat. L'Etat ne s'est pas constitué le premier et le capitalisme par la suite. La propriété privée s'est développée sous diverses formes, jusqu'à ce que l'Etat apparaisse à une étape déterminée. Celui-ci est l'organe qui regroupe et administre les intérêts de ces secteurs capitalistes contre le reste de la population, il est aussi l'instrument servant à équilibrer et programmer la concurrence entre les possédants, les maîtres du capital.

Le développement postérieur des relations sociales, de l'économie, des principes et des lois, ainsi que leur application, a été déterminé par l'intérêt de la propriété privée, par la concurrence inter-capitaliste, par la domination du capitaliste le plus fort. Le capitalisme s'est développé au travers de la libre concurrence. A ses débuts, tout était permis parce qu'il y avait un immense champ libre dans le monde pour reproduire le capital. De la libre concurrence, on passe aux monopoles, des monopoles aux cartels, aux trusts, aux holdings, qui sont autant de formes d'expression de la concentration du capital, de la production et de la domination de la haute finance.

Ce sont ces sphères financières, et non les secteurs du capitalisme industriel, qui dominent. Avec le développement industriel l'accumulation du capital devient plus rapide, plus concentrée et c'est elle qui détermine le cycle de la production. Pour mobiliser l'industrie, il faut une grande quantité de capitaux que l'industrie elle-même ne possède pas ou, si elle les possède, c'est en quantité limitée dans des cercles très restreints. Le capital financier se constitue à partir de l'industrie même et finit par dominer toute l'économie. Les banques, les compagnies d'assurance, de crédit, qui ont les capitaux, sont les secteurs qui déterminent où vont ces capitaux.

L'Etat est sous la pression de tous ces secteurs, mais il dépend de plus en plus du capital financier, non seulement parce que la haute finance possède l'argent liquide nécessaire pour les investissements et la circulation des capitaux, mais parce que la structure économique du pays, comme en général de tous les grands pays capitalistes, dépend de la grande industrie et du grand capital financier.

Ce sont eux qui dominent les cycles de l'économie: la production d'acier, de pétrole, la pétrochimie, la production automobile. Ils sont les maîtres de l'économie et absorbent la plus grande masse de capitaux. Même s'ils n'emploient pas le plus grand nombre d'ouvriers, ils représentent la plus grande masse de capitaux et sont le centre de l'écono-

mie, le secteur déterminant la vie de tous les autres, tant nationalement qu'internationalement.

C'est le capitalisme qui impose l'éducation, l'orientation culturelle, scientifique, de la société. Les finances, l'économie, la production, la culture, les sciences, l'art, la médecine, toutes les sources d'inspiration et d'orientation, sont déterminées par les nécessités du système capitaliste et, principalement, par les cercles de la haute finance. Ce secteur se heurte à tous les autres, qui ne bénéficient pas du même intérêt. Cependant, ils sont tous unis par leur intérêt objectif de classe, par la défense de l'Etat capitaliste quand il s'agit d'affronter la concurrence intercapitaliste et la concurrence avec les Etats ouvriers et la révolution.

Mais cette identité historique, objective des intérêts des différents secteurs capitalistes, n'annule pas leurs contradictions et l'exacerbation de la concurrence entre eux. Les autres secteurs voient que les lois, l'économie, la politique, l'armée, la disposition des budgets, les dépenses, l'orientation du gouvernement, vont au bénéfice des cercles de la haute finance et non des autres. Une lutte s'établit pour la domination de l'appareil de l'Etat.

Parfois, les secteurs de la haute finance et de l'industrie ne disposent pas du pouvoir politique pour exercer leur domination. A d'autres moments, les hauts cercles financiers mobilisent les cercles politiques pour empêcher l'échec de l'économie capitaliste, comme au temps de Roosevelt et Kennedy. Tous deux ont mené une politique qui ne profitait pas immédiatement aux cercles financiers, mais qui visait à plus long terme à renforcer le système capitaliste. Roosevelt a eu beaucoup plus de possibilités de manoeuvres que Kennedy pour cela.

Cette lutte entre les cercles capitalistes semble être une comédie, mais c'est une lutte bien réelle. La preuve en est l'assassinat de Kennedy. Dans l'agressivité et la furie de cette lutte, s'expriment les différences de conception, de jugement, de capacité pour défendre le capitalisme. Le seul fait d'en arriver là exprime l'agonie du capitalisme, comme le définissait Trotsky en 1938. Les secteurs concurrents n'essaient plus de lutter, de discuter pour l'expansion du capitalisme; au contraire, ils sont obligés de se réduire, de se concentrer, de se retirer et ils se disputent pour voir comment parvenir à préserver le système capitaliste. Voilà la discussion qui se mène actuellement dans les sommets du système capitaliste.

Cependant, le capitalisme maintient une unité complète face à la

révolution mondiale. Il a ses écrivains qui organisent la pensée bourgeoise, il a des dizaines d'organismes qui diffusent sa culture, sa science, sa technique, son idéologie au moyen du cinéma, de l'art, de la radio et du théâtre. Mais il ne parvient pas à se faire accepter par la population qui sent et comprend l'illégitimité des intérêts capitalistes. Alors, il se prépare à la guerre atomique, tout en développant ses arguments, ses campagnes, ses comités pour la paix, son "alliance pour le progrès". Toute sa crise interne, son pessimisme, son défaitisme, ne l'empêchent pas d'être conscient et de voir que le règlement de comptes final sera atomique. Il concentre toutes ses forces mondiales vers cette décision.

Mais la révolution avance plus qu'eux, plus que les bombes atomiques. Elle a plus d'autorité que les bombes atomiques, elle met constamment en échec et démolit les préparatifs et les alliances des capitalistes. Le capitalisme est obligé de reculer. Mais dans ce processus, son existence et son action restent réglés et déterminés par un centre fondamental: l'intérêt du fonctionnement du système capitaliste. Cela maintient sa cohésion et son unité dans le monde entier. Les luttes internes ont pour objet les déplacements du pouvoir au sein même du système et ne sortent jamais du cadre de celui-ci.

Les secteurs qui, comme au Pérou et dans certains pays arabes, surgissent du capitalisme et prennent des mesures sociales, politiques, révolutionnaires conduisant à l'abolition d'abord partielle et ensuite complète du système capitaliste, ne proviennent pas des hauts cercles capitalistes, mais de couches sociales qui servaient le système, qui vivaient dans les institutions et les organismes du système capitaliste.

Ces secteurs peuvent quitter leur fonction antérieure pour passer vers une position intermédiaire et ensuite être gagnés à la révolution. Ils ne sont pas, le plus souvent, maîtres de la propriété privée, mais soutiennent celle-ci au travers de leur capacité scientifique, technique. Quand ils décident de prendre des mesures affectant à plus ou moins long terme le système capitaliste, ils agissent en serviteurs de la société et non comme des maîtres de la propriété. Ils atteignent ainsi un niveau supérieur de conscience et de compréhension et agissent en qualité de révolutionnaires et non de capitalistes.

Cependant, tout le système capitaliste est uni, malgré ses divergences, pour défendre sa structure essentielle, c'est-à-dire la propriété privée, et il se prépare à la défendre

avec tous les moyens dont il dispose, y compris la guerre atomique. Il lui faut donc unifier les sentiments, la conscience, la résolution capitaliste en vue du règlement de comptes final, et cela malgré les divergences momentanées ou profondes. La structure du système capitaliste peut subir des lésions, comme c'est le cas avec la social-démocratie allemande qui exprime toute une pensée et une orientation défaitiste.

La bourgeoisie sent l'approche du règlement final des comptes, elle sent que les cycles de l'histoire se bouclent et ne se sent pas la force d'affronter ce processus. Elle se voit sans forces pour gagner les masses, les influencer, pour gagner l'appui de la petite-bourgeoisie. Elle se lance désespérément vers la guerre atomique, en perdant le peu de sens de la réalité humaine qui lui restait. Elle est incapable de raisonner et court vers une issue historique qui ressemble à un suicide collectif.

La guerre atomique signifie le suicide collectif du capitalisme et de l'impérialisme. Quand des types font des orgies au cours desquelles ils assassinent quatre, dix personnes, ils expriment la perversion des sentiments de la bourgeoisie. Les orgies elles-mêmes ne les satisfont plus, ils recourent aux assassinats qui expriment leur désir de retenir la vie en l'annulant. Ils se sentent eux-mêmes hors de la vie. C'est dans les milieux liés aux hautes sphères du système capitaliste que se produisent de tels crimes.

Certains secteurs capitalistes, comme le capitalisme allemand, comprennent que tout cela signifie leur fin à tous et qu'ils vont payer les conséquences de cette guerre atomique sans en tirer aucun bénéfice. Ils essaient alors de se protéger. S'ils avaient la certitude du triomphe de l'impérialisme yankee, ils l'appuieraient sans hésiter dans toute cette tâche. Mais ils ne l'appuient que partiellement, sans participer aux mesures concrètes. Ils sont réticents aux plans de guerre de l'impérialisme yankee, ils ne les rejettent pas, mais les démembrer. Ils empêchent l'impérialisme yankee de se concentrer dans ses décisions, parce qu'ils ont peur et ils hésitent. Ils sont bien conscients que la guerre atomique ne signifie pas leur triomphe, mais bien leur fin. Alors, ils essaient de se justifier en proclamant que "la guerre atomique sera la fin du monde". Mais les chefs militaires soviétiques leur répondent: "la guerre aura un vainqueur et un vaincu. C'est vous qui perdrez et nous qui gagnerons".

Le capitalisme est logique avec lui-même jusque dans ses attitudes pessimistes. Sa logique est celle d'un système structuré par la propriété privée, par le fait de constituer une classe. Il a peur, il agit avec un sentiment d'incapacité de triompher. Il accumule les armes atomiques mais se comporte socialement comme un perdant, alors que les objectifs militaires du système et la préparation de la guerre atomique exigeraient une totale centralisation.

J. POSADAS

Septembre 1968

ITALIE

La participation de la gauche au gouvernement et la nécessité d'un programme anti-capitaliste

La coalition de centre-gauche, "L'Olivier", a gagné les élections en Italie. Les masses ont maintenu une grande cohésion en votant de façon concentrée pour les partis de gauche: PDS, Refondation Communiste, les Verts, montrant ainsi leur aspiration profonde à des changements sociaux en Italie et au front unique de toute la gauche.

Le PDS est devenu le premier parti italien, avec 21,10% des voix. Refondation Communiste augmente de 830.000 voix et obtient 8,60% et les Verts se maintiennent avec 2,5%. Depuis les grandes manifestations de 1994 qui ont fait tomber le gouvernement Berlusconi, les masses ont impulsé les partis de gauche par leurs luttes, les obligeant à agir en front unique avec les catholiques de gauche, avec les syndicats. Ce sont elles, et non la capacité de manoeuvre de la direction du PDS, qui ont imposé ce triomphe électoral.

Ce résultat électoral et la force sociale des masses qui se trouve derrière le gouvernement de l'Olivier sont un obstacle très grand pour la politique libérale et les plans du capitalisme italien. La bourgeoisie va devoir dépendre d'un gouvernement qu'elle ne domine pas. Malgré sa timidité et sa conciliation, la direction du PDS ne peut pas garantir à la bourgeoisie que la classe ouvrière, les jeunes, la petite-bourgeoisie pauvre qui se sont concentrés sur le vote pour la coalition de l'Olivier, vont se tenir tranquilles.

Les masses ont célébré largement ce qu'elles considèrent comme leur propre victoire. Elles vont transmettre ces conclusions aux futures luttes sociales, à la discussion programmatique. La faiblesse de la bourgeoisie italienne et la crise de toute la bourgeoisie européenne contribuent à ce processus. Cette victoire est la continuation des luttes des travailleurs de la fonction publique en France, des luttes en Allemagne, en Belgique, en Espagne, de l'avance des socialistes et des communistes au Portugal et des Travailleurs en Angleterre.

La bourgeoisie italienne, toute en ayant une représentation parlementaire supérieure à celle de la gauche, doit chercher des accords avec le PDS, parce qu'elle manque d'assurance pour affronter les masses et imposer Maestricht. D'autre part, certains secteurs bourgeois appuient cette ar-

rivée du PDS au gouvernement, parce qu'ils souffrent eux-mêmes de la crise capitaliste. Avec ce nouveau gouvernement en Italie, l'activité de la gauche et des syndicats peut être d'une grande aide à la centralisation des prochaines luttes en Europe. Chirac et Kohl s'engagent à appliquer des mesures d'austérité dans leur pays, pour donner confiance au reste de la bourgeoisie européenne pour résister aux chocs des masses. Les marges de mesures réformatrices sont réduites au minimum. Les mesures fiscales que se propose de prendre le gouvernement de Prodi, seront insuffisantes. La gauche doit imposer que l'Etat soit un organe de participation et de contrôle d'une part essentielle de l'économie, et ce avec la participation directe de la population.

Un autre problème important va se poser à la gauche et au gouvernement de l'Olivier: celui du

séparatisme prôné par la Lega Norte. Celle-ci représente les intérêts d'une bourgeoisie régionale riche qui veut profiter du voisinage des grands marchés de l'Allemagne, de l'Autriche, la France et le Benelux, abandonner le reste du pays pour lequel elle ne veut plus payer. Mais toute la bourgeoisie régionale ne suit pas Bossi, parce qu'elle a peur des conséquences sociales et politiques d'une telle rupture.

La gauche doit soutenir un plan de développement économique global de l'Italie et faire peser les syndicats dans cette discussion. La bourgeoisie italienne utilise ces menaces séparatistes de la Lega Norte pour faire pression sur le gouvernement Prodi, mais la gauche ne doit pas réduire ses ambitions du fait de ces pressions. Il faut défendre un programme de développement des services publics, de l'emploi, en se basant sur

l'intervention des masses.

Les syndicats, les partis de gauche, les administrations locales et régionales dirigées par la gauche, les mouvements de jeunes, les associations doivent intervenir dans le développement de ce programme. C'est la condition primordiale pour que la gauche puisse avoir du poids dans le gouvernement Prodi et contrecarrer les oppositions bourgeoises. Le triomphe électoral de l'Olivier et ce gouvernement de centre-gauche ouvrent la voie à de nouvelles conditions, à un processus favorable pour les luttes à venir. Il ne s'agit pas maintenant, de développer une concurrence à l'intérieur de la gauche, mais d'approfondir une discussion pour un programme anti-capitaliste et d'organiser dans la vie de tous les jours, dans les quartiers, les entreprises, le front unique de la gauche.

25 juin 1996

(extraits d'une résolution du Bureau International de la IVe Internationale Posadiste)

A l'occasion du 75e anniversaire de sa fondation:

NOTRE SALUT AU PARTI COMMUNISTE

Nous saluons avec toute notre fraternité communiste la décision du Parti Communiste de commémorer avec force cet anniversaire. C'est aussi une décision d'affirmer que le mouvement communiste en Belgique et dans le monde entier est nécessaire pour changer la société. Notre Parti partage ce sentiment et cette décision.

Depuis l'éclatement du système socialiste, et la désintégration partielle de l'Union Soviétique et des autres Etats ouvriers, la crise a été grande parmi les travailleurs, au sein des organisations communistes et de toute la gauche, socialiste incluse. Pour beaucoup de dirigeants et de cadres politiques, c'est la perspective même du socialisme qui semblait disparaître.

Malgré cet affaiblissement de toute la gauche dans le monde, le système capitaliste et l'Impérialisme ne sont toutefois pas parvenus à imposer leur hégémonie, ni à écraser la classe ouvrière et les populations exploitées du monde. La crise du capitalisme pousse celui-ci à l'exploitation la plus sauvage et à l'élimination du marché du travail de millions et de millions d'êtres humains. Ce système n'a pas changé de nature et ses contradictions et luttes internes éclatent maintenant avec la plus grande brutalité, multipliant les guerres, de la Yougoslavie au Moyen Orient, en Afrique ou en Asie, et une nouvelle guerre mondiale-inclus nucléaire- est plus que jamais à l'ordre du jour.

Les masses du monde entier, le mouvement ouvrier et populaire en Europe en particulier, n'acceptent pas de subir cette exploitation et se révoltent pour y mettre un terme. Ce sont les directions qui sont en retard ou qui font défaut. En Belgique aussi, les organisations politiques de gauche, socialistes, communistes ou trotskystes, ont perdu la confiance des travailleurs, qui rejettent, non la politique en soi, mais l'arrogance et la bureaucratie des dirigeants politiques. La grande marche blanche des 300.000 personnes le 20 octobre, la grève de la FGTB du 28 octobre (largement réussie malgré son manque de préparation) sont les plus vives expressions de cette volonté de progrès, de changement social en profondeur. C'est notre responsabilité de communistes, dans le Parti et hors du Parti Communiste, de proposer une perspective, un programme, une unification de la gauche.

Nous proposons, dans ce but, de préparer une REFONDATION COMMUNISTE, comme en Italie, regroupant tous les camarades et les mouvements qui se réclament du marxisme, de faire ensemble le bilan des Etats ouvriers, de leur crise et leur reconstruction et de collaborer à la reconstruction du mouvement communiste dans le monde entier.

le 30 octobre 1996

Bureau Politique du P.O.R(T)